

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
SUR LES
VENTES PUBLIQUES MOBILIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 16 Juin 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Marcel WALTER

Président : M. LYON-CAEN.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, }
 { TISSIER, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE

SUR LES

VENTES PUBLIQUES MOBILIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Présentée et soutenue le Mardi 16 juin 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Marcel WALTER

Président : M. LYON-CAEN.

Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, } *professeurs.*
 TISSIER, }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Qu'entend-t-on par les mots « vente publique » ?

Suivant une définition rigoureuse et large, la « vente publique » est celle dans laquelle l'offre du vendeur est faite indistinctement à toute personne capable de contracter et à laquelle la loi n'interdit pas d'acheter par une disposition spéciale (1) : (C. c. 1595, 1596, 1597, C. pr. 711 et suiv.)

Dès que la faculté d'acquérir est réservée à un groupe d'individus, si nombreux qu'ils soient, la vente n'est plus publique. Peu importe que cette vente ait été annoncée par affiches ou proclamations ; que tout passant ait pu pénétrer dans le local où il y est procédé ; ou même qu'elle soit faite sur la voie publique (2).

La jurisprudence est bien établie dans ce sens. Il a été

(1) Comp. Les définitions que donnent MM. Aubry et Rau, t. IV, p. 343. Baudry et Seignat, Vente, p. 551, n° 484. Guillouard, t. I, p. 62, n° 55. Lyon-Caen et Renault, t. III, 4^e édit, p. 170, n° 208.

(2) Caen, 7 mai 1904, *Le Droit*, 14 octobre 1904.

jugé notamment que la vente d'animaux reproducteurs faite par un comice agricole au profit d'une catégorie restreinte d'acheteurs (dans l'espèce, les membres seuls du comice) n'est pas publique, alors même que cette vente a été faite après des annonces de toutes sortes avec accès du public dans la salle, etc. (1).

Cette définition de la « vente publique » est extrêmement large. Elle s'applique :

1° A la vente à prix marqué telle que les grands magasins la pratiquent par exemple : l'offre est impersonnelle, c'est-à-dire acceptable par tout individu capable ne tombant pas sous une prohibition spéciale d'acheter (2) ;

2° A la vente faite au moyen de réclame par voie d'affiches, de prospectus, etc., rédigés d'une manière impersonnelle ;

3° A la vente « à cri public » qui ne s'adresse pas à un groupe déterminé d'individus.

Mais quelques-unes de ces dernières seules ont attiré l'attention du législateur d'une façon spéciale en raison de leur caractère de publicité et en parlant de « ventes publiques », on a pris l'habitude de ne désigner qu'elles.

Ce sont :

Les ventes « à prix fixe proclamé » ;

(1) Paris, 21 juin 1875, D. 76. 2. 489.

(2) V. Baudry et Seignat, p. 32, n° 46 et s. Guillouard. Vente, I, p. 26, n° 19 et suiv.

Les ventes « au rabais » ;

Les ventes « aux enchères ».

En un mot, le nom du genre s'est restreint à certaines catégories d'une espèce qu'il comprend.

Les ventes publiques (expression que nous employons comme nous le ferons désormais dans le sens restreint précédemment indiqué) à côté des grands services qu'elles peuvent rendre, présentent divers inconvénients et le législateur a jugé prudent de les soumettre au contrôle de délégués de l'Etat. Même, certaines ventes publiques présentant des dangers spéciaux, il les a interdites à moins de cas exceptionnels. Il en est ainsi des ventes publiques volontaires et en détail de marchandises neuves. Enfin, en raison du caractère particulier de certains objets, récoltes sur pied, navires, biens incorporels, ou des circonstances : faillite par exemple, le législateur a posé des règles spéciales.

En ce qui concerne les ventes publiques mobilières qui font seules l'objet de cette étude, on tenta, en 1840, de réunir en une seule loi toutes les dispositions qui s'étaient accumulées peu à peu sur la matière et de régler en même temps certains points défectueux. Des divergences de vue entre le gouvernement et la commission chargée d'étudier le projet en provoquèrent le retrait, et on se contenta de voter dans les années suivantes les réformes les plus urgentes (1).

(1) L. du 25 juin sur les ventes publiques volontaires de marchan-

C'est donc dans un grand nombre de textes législatifs qu'il faut chercher les règles à observer en matière de ventes publiques mobilières. Comme cela se produit souvent lorsqu'une législation a été faite sans ensemble, des principes ont été laissés de côté, des difficultés sont nées de l'abrogation partielle et tacite de certains textes par des textes postérieurs et notamment des conflits entre les différents officiers ministériels chargés de procéder aux ventes publiques mobilières ont dû être réglés par la jurisprudence.

Pour étudier cette législation, les controverses et la jurisprudence qui en est résultée, nous nous proposons de traiter dans une première partie : du droit commun applicable aux ventes publiques mobilières et des commissaires-priseurs. Ces officiers publics ont pour fonctions fondamentales la prisée et la vente publique des meubles.

Dans une seconde partie, nous nous occuperons des ventes publiques de marchandises. Elles ont donné lieu à une législation dérogatoire très importante.

Enfin, dans une troisième partie, nous parlerons de plusieurs ventes que nous avons dit être spécialement réglementées en raison des circonstances où elles sont faites ou des caractères particuliers de leurs objets.

dises neuves. L. du 21 juin 1843 sur le tarif des commissaires priseurs. L. du 5 juin 1854 sur les ventes publiques volontaires, de fruits et de récoltes pendants par racines et des coupes de bois taillis. L. du 28 mai 1858 sur les ventes publiques de marchandises en gros

Ventes publiques d'objets qui ne deviennent meubles qu'après les ventes publiques des navires : ventes publiques de biens incorporels. Ventes publiques de meubles appartenant à l'Etat, aux communes et aux départements.

PREMIÈRE PARTIE

DROIT COMMUN EN MATIÈRE DE VENTES PUBLIQUES MOBILIÈRES

CHAPITRE PREMIER

I. — CARACTÈRES DISTINCTIFS ET ANALYSE JURIDIQUE DES DIFFÉRENTS MODES DE VENTES PUBLIQUES LEURS AVANTAGES ET LEUR EMPLOI RESPECTIFS

II. - LEURS INCONVÉNIENTS. NÉCESSITÉ D'UNE RÉGLEMENTATION

I

Les ventes publiques peuvent revêtir trois formes :
elles sont faites :

- « A prix fixe proclamé ;
- « Au rabais ;
- « Aux enchères. »

Dans la vente à prix fixe proclamé, le vendeur présente

au public un objet dont il demande un prix généralement inférieur au prix courant. Il prétend se contenter d'un bénéfice infime : « c'est une occasion » et il est entendu d'avance que ce prix ne sera pas baissé. Aussitôt qu'un individu déclare accepter cette offre, la vente est définitivement conclue.

Au point de vue juridique, c'est le contrat de vente pur et simple, conclu d'une manière pure et simple : une chose, un prix, deux parties d'accord pour s'en transmettre réciproquement la propriété.

Le but du vendeur est d'écouler le plus grand nombre possible d'objets. La réduction de son bénéfice au minimum et en quelque sorte à forfait lui permet de l'atteindre en attirant l'acheteur.

Dans la vente au rabais, l'analyse juridique ne dénote aucune particularité nouvelle relative aux éléments du contrat. C'est encore une vente pure et simple conclue d'une manière pure et simple. Mais le but poursuivi est différent.

Le vendeur au rabais cherche à obtenir le prix le plus proche du prix maximum susceptible d'être atteint par l'objet mis en vente ; son but est de trouver l'individu pour lequel cet objet présente le plus d'utilité. La concurrence entre acheteurs prend un rôle très important.

Le vendeur demande le prix le plus élevé qu'il pense pouvoir obtenir et si aucun amateur ne se présente, il le baisse successivement jusqu'au moment où il devient

avantageux pour quelqu'un. Celui-ci accepte et la vente est définitivement conclue.

Dans ce mode de procéder, il entre une certaine part de hasard qui fait que le prix obtenu est tantôt supérieur, tantôt inférieur au prix qui serait résulté d'une concurrence mieux mise à profit.

Un objet est mis en vente à 100 francs. L'acheteur pour lequel il présente le plus d'utilité n'a d'intérêt à le prendre qu'à 90 francs. Pour éviter de se le voir enlever par un concurrent, il l'achète à ce prix, en réalité, personne autre n'en voulait pour plus de 80 francs. Il a payé son achat 10 francs trop cher.

Au contraire, nos deux acheteurs à 90 francs et à 80 francs supposent l'un et l'autre que dans l'assistance, ils n'ont aucun concurrent que pour des prix très bas et l'objet est vendu 70 francs. Le vendeur perd 10 francs.

La vente aux enchères a pour but comme la vente au rabais d'obtenir le plus haut prix possible de l'objet mis en vente, mais elle supprime la part du hasard :

Le vendeur offre un objet en indiquant le prix minimum qu'il veut en obtenir. Il est convenu d'avance que l'acceptation de l'offre ne rendra l'acheteur propriétaire que si aucun prix supérieur n'est offert par les personnes présentes. Si quelqu'un offre un chiffre plus élevé, l'acceptation précédente tombe et le nouvel acheteur se trouve placé dans les mêmes conditions que celui qu'il a évincé et ainsi de suite pour tout nouvel enchérisseur.

Lorsque aucun enchérisseur ne se présente plus, c'est-

à-dire lorsque l'objet mis en vente atteint le prix pour lequel il ne présente plus d'utilité que pour un seul individu ; le prix maximum, le vendeur prononce l'adjudication et le dernier enchérisseur devient propriétaire.

Ici, la concurrence se développe au grand jour, sans erreur possible, de la manière la plus complète et la plus loyale. Elle permet d'atteindre à coup sûr le plus haut prix de l'objet mis en vente, cette expression de « plus haut prix » étant bien entendu toute relative, puisqu'il est matériellement impossible de mettre en présence toutes les personnes pouvant avoir intérêt à acheter. Et cette concurrence exercée à haute voix, librement et directement, donne encore un avantage à la vente aux enchères : il se produit parmi les acheteurs une espèce d'entraînement et l'on voit souvent le « feu des enchères » mener à de très hauts prix des objets qui seraient vendus pour presque rien dans une vente de gré à gré.

Mais tandis que dans les ventes à prix fixe proclamé et au rabais, l'offre est pure et simple, dans la vente aux enchères, l'offre est conditionnelle. Nous ne disons pas que la vente est conditionnelle, car tant que l'adjudication n'est pas prononcée, le contrat n'est pas complet et aussitôt qu'elle l'est, la vente est conclue et ne diffère plus en rien en principe de toute autre espèce de vente ; c'est le mode de formation de la vente seule qui renferme un élément conditionnel.

L'adjudication (1) est l'attribution du droit de propriété sur l'objet vendu que fait l'officier vendeur au profit du dernier enchérisseur. L'adjudicataire devient propriétaire d'une manière irrévocable et toute nouvelle enchère est désormais impossible. L'adjudication consiste dans la prononciation à haute voix de la formule « adjudgé à un tel moyennant tel prix ».

Disons maintenant quelques mots d'une institution qui complète la vente aux enchères en permettant d'approcher davantage du prix maximum de l'objet mis en vente : la surenchère. Lorsqu'elle est permise, la première vente est conditionnelle ; il est alors possible d'obtenir la propriété de l'objet adjudgé une première fois en offrant de lui un prix supérieur.

Cette faculté de surenchérir, très favorable aux intérêts du vendeur, est au contraire essentiellement nuisible à ceux de l'acheteur en rendant sa propriété résoluble ; aussi, ne peut-elle s'exercer, quand elle est permise, que pendant un délai assez court. En outre, elle serait impraticable d'une manière générale en matière mobilière à cause de l'assiette très variable des meubles et la loi ne l'autorise que pour certains d'entre eux : les navires, que leur importance normale et leur nombre relativement restreint ont permis d'assimiler aux immeubles pour lesquels la surenchère est fréquemment employée.

(1) Sur la définition, V. Angoulême, 9 juillet 1875, J. C. pr., 76, p. 29.

Les ventes publiques, qu'elles soient faites à prix fixe proclamé, au rabais ou aux enchères, ne diffèrent théoriquement des autres ventes que par leur mode de formation : les éléments essentiels : consentement, objets, prix, apparaissent nettement.

Au sujet de ces éléments, on peut remarquer que dans le cas de ventes publiques, le consentement étant toujours immédiat, de part et d'autre, les questions délicates relatives aux ventes par correspondance, à celles qui sont proposées par divers moyens de réclame : affiches, circulaires, etc., aux promesses de vente, ne peuvent pas se poser.

L'objet, conformément aux articles 1128, 1129, 1130, 1598 à 1601. C. C., doit être dans le commerce. Cela exclut tout objet qui par nature n'est pas susceptible d'appropriation privée ou dont le législateur interdit la vente.

Le prix doit, comme dans toute autre vente, consister en une somme d'argent et être sérieux. Il est nécessairement déterminé puisque, dans les ventes publiques, le chiffre même du prix joue le premier rôle.

L'article 1584 C. C., s'applique à nos ventes comme aux ventes de gré à gré : elles peuvent être faites purement ou simplement ou sous condition soit suspensive, soit résolutoire. Bien que l'hypothèse soit peu pratique, elles peuvent avoir pour objet deux ou plusieurs choses alternatives. Dans tous les cas, leur effet est réglé par les principes généraux des conventions. Toutes les questions relatives aux ventes au poids, au compte, à la mesure, aux

ventes avec déclaration de *command* doivent être résolues de la même manière que lorsqu'il s'agit d'une vente de gré à gré. Il en est de même de celles qui sont relatives à ceux qui peuvent acheter ou vendre, aux obligations du vendeur et de l'acheteur, à la vente à réméré, aux cessions de créances, d'hérités, de droits litigieux.

La vente aux enchères est la seule forme de vente publique ou à peu de chose près que l'on emploie en fait : les avantages de ce procédé avaient été distingués dès les temps les plus reculés. Les Hébreux, les Grecs, les Romains vendent aux enchères publiques les prisonniers de guerre et le butin. Au Bas-Empire, ce mode de vente devient d'une extrême fréquence. Les particuliers s'en servent alors couramment là où nous avons recours aujourd'hui à la publicité des journaux ou des prospectus, à l'intermédiaire d'un commissionnaire ou d'un courtier. Une quantité de textes des jurisconsultes romains contiennent les expressions *instituere auctionem* (1). Les littérateurs parlent constamment des *auctiones* (2), ces expressions diverses désignant toutes, les ventes aux enchères. L'expression *subhastatio* qui désigne également la vente aux enchères s'applique plus particulièrement, exclusivement même à l'origine, aux ventes faites par l'État ou le fisc (3).

(1) C. Théod. I. X. t. II, const : I.

(2) Cicéron Attic. Lib. 13. ep : 37. Pline I. 29. C 4. Plaute Menech : V. 9. 94. Caton, de re rustica, 2.

(3) Falloy, *Des ventes aux enchères publiques en droit romain*, p. 5.

Le procédé des enchères publiques est encore employé lorsqu'il s'agit de liquider le patrimoine d'un débiteur insolvable ou de réaliser un gage. Dans ces divers cas, la vente pour laquelle aucun mode particulier n'est obligatoire doit être faite *bona fide*. La vente aux enchères publique après *proscriptio*, c'est-à-dire, après inscription sur l'« album » et une apposition d'affiches est le meilleur moyen pour le vendeur de mettre sa responsabilité à couvert.

Passant aux temps modernes, nous avons, comme attestation de la fréquence des ventes aux enchères au xvi^e siècle un édit de 1556 qui crée des maîtres priseurs spécialement chargés de ces ventes.

Enfin, aujourd'hui, on a recours aux enchères publiques, comme dans l'antiquité, lorsqu'on veut se défaire d'objets sans valeur courante. Et ce mode de procéder est obligatoire dans tous les cas où la vente intéresse une autre personne que le vendeur ; que ce soit le propriétaire des objets vendus ou ses créanciers ou un tiers ayant un droit quelconque sur l'objet vendu. Il faut protéger l'intéressé et mettre le vendeur à couvert.

En raison des avantages que présentent les ventes aux enchères publiques, le législateur, dans l'article 412 du Code pénal, punit de quinze jours à trois mois d'emprisonnement et de cent francs à cinq mille francs d'amende ceux qui auront entravé ou troublé la liberté des enchères par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères, ou qui, par des dons ou des pro-

messes auront écarté les enchérisseurs. Mais la preuve du délit est souvent très difficile et cette difficulté jointe au défaut presque complet de surveillance sur ce point, permet aux contrevenants très nombreux de rester presque toujours impunis.

Les ventes au rabais et à prix fixe proclamé sont aujourd'hui d'un usage très restreint; on ne se sert plus guère du rabais que pour les ventes administratives de coupes de bois. Ces deux modes de vente ont joué un certain rôle à l'époque antérieure à 1841 où la législation sur les ventes publiques de marchandises était peu précise. Une partie de la jurisprudence étant hostile à ces ventes et ne les désignant que sous le nom de ventes aux enchères, de nombreux commerçants se servirent du rabais et du prix fixe proclamé. Sans être aussi avantageux que la vente aux enchères, ces procédés leur permettaient d'atteindre, en partie au moins, le but poursuivi : écoulement rapide et à bon compte d'un lot de marchandises. Nous verrons que la loi du 25 juin 1841 a prohibé d'une manière absolue toute vente volontaire de marchandises neuves faite publiquement, que ce soit aux enchères, au rabais ou à prix fixe proclamé.

II

Les inconvénients des ventes publiques que nous signalions au début de cette étude sont :

1° La présence du public.

Les contestations qui peuvent résulter de la concurrence entre acheteurs, et toutes celles que la vente peut amener entre acheteurs et vendeurs prendront plus de gravité et pourront amener des désordres qu'il faut supprimer ;

2° La possibilité même d'écouler en quelques instants une grande quantité d'objets grâce à la publicité particulière qui les accompagne et à l'entraînement qui leur est spécial.

Cet écoulement facile permet au vendeur de ne séjourner que peu de temps parmi les acheteurs et de rester inconnu d'eux et peu lui importe dès lors sa renommée. A défaut de loyauté, il n'est même pas retenu par l'intérêt et il peut tromper les acheteurs sans qu'aucun recours soit possible contre lui.

A son tour, cette possibilité de rester inconnu entraîne celle de cacher l'origine des objets vendus et de se défaire avec facilité et à bon compte de choses volées. Enfin elle permet de se soustraire à l'impôt qui frappe les ventes publiques.

Pour supprimer ces divers inconvénients, le législateur

exige que les ventes publiques soient faites par l'intermédiaire d'un délégué de l'Etat (1) auquel il confie la police des ventes (2) en même temps qu'il lui impose l'obligation de remplir certaines formalités (3). Aucune autorisation n'est nécessaire pour faire vendre un objet publiquement et en raison de la publicité de la vente. Le particulier qui s'est adressé à un officier public compétent pour faire vendre un meuble est en règle avec la loi. Celui qui au contraire procède personnellement à une vente publique de meubles est puni d'une amende déterminée en raison de l'importance de la contravention sans qu'elle puisse être au dessous de cinquante francs ni excéder mille francs pour chaque vente outre la restitution des droits qui se trouveront dus (4) et des dommages intérêts envers les officiers vendeurs.

(1) L. 22 pluv., an VII, art. 1^{er}. L. 27 ventôse an IX, art. 1, ordonnance 26 juin 1816.

(2) L. 27 ventôse an IX, art. 5. C. Pen : art. 412.

(3) L. 22 pluv. an VII, art. 2 et suiv.

(4) L. 22 pluviôse an VII, article 7, dernier alinéa.

CHAPITRE II

I - OFFICIERS MINISTÉRIELS CHARGÉS DE PROCÉDER AUX VENTES PUBLIQUES MOBILIÈRES

II. - DES COMMISSAIRES - PRISEURS

I

Les officiers publics chargés de procéder aux ventes publiques de meubles sont en principe les commissaires-priseurs ; vendre publiquement des meubles est leur unique fonction avec celle de priser les mêmes objets lors de la confection des inventaires.

Les notaires, les huissiers et les greffiers de justice de paix ont parfois ce droit en concurrence avec eux. Enfin, exceptionnellement, les courtiers de commerce inscrits, les courtiers maritimes, les agents du fisc, les avoués, les agents de change sont chargés de procéder à des ventes publiques.

Nous ne nous occuperons ici que des officiers vendeurs de droit commun en insistant sur les commissaires-priseurs. Nous ne parlerons des autres qu'accessoirement : procéder aux ventes publiques mobilières n'est pour eux qu'une fonction accessoire.

II

§ I. — Historique.

Les premiers officiers publics qui aient rempli les fonctions de nos commissaires-priseurs furent créés par Henri II en février 1556. On les dénommait à cette époque « Maîtres-Priseurs ». Ils avaient le monopole des ventes publiques soit amiables, soit judiciaires et des prisées de meubles.

Supprimés à diverses époques, où leur monopole passa aux sergents royaux, ils furent rétablis à Paris sous le nom d'huissiers-priseurs par édit de 1691 et, sous le nom de jurés-priseurs, dans les provinces par un édit de 1696.

Le but poursuivi en érigeant ces fonctions en offices était purement fiscal.

Les décrets du 21 juillet 1790 pour Paris, du 17 septembre 1793 pour la province supprimèrent les offices de vendeurs de meubles et firent passer leurs fonctions aux huissiers, aux greffiers de justice de paix et aux notaires.

Les inconvénients de cette suppression se firent bientôt sentir surtout dans les grandes villes où les richesses mobilières sont plus considérables. A cette époque, on n'exigeait pas des huissiers et des greffiers de justice de paix

les connaissances qu'on exige d'eux aujourd'hui et ces officiers étaient peu aptes à remplir le ministère des jurés priseurs. La grande multitude des personnes ayant qualité pour procéder aux ventes publiques mobilières rendait tout contrôle à peu près impossible : de simples particuliers s'immisçaient dans les fonctions privilégiées de vendeurs de meubles et de nombreux objets volés étaient couramment mis en vente. Enfin, raison très importante aux yeux du gouvernement, le trésor était sans cesse frustré de ses droits.

Le Directoire voulut supprimer ces abus par deux arrêtés du 12 fructidor an IV et du 27 nivôse an V. La loi du 22 pluviôse an VII confirma ces dispositions ; mais les abus et les fraudes croissant sans cesse, à Paris surtout, on en vint à demander le rétablissement d'officiers vendeurs spéciaux, dans cette ville, tout au moins.

Leur nombre limité permettrait aux victimes d'un vol de les avertir et, de cette manière, les objets volés seraient privés d'un de leurs principaux débouchés. La surveillance du gouvernement serait plus facile et le Trésor ne serait plus frustré. Enfin, on exigerait d'eux des connaissances et des garanties spéciales. La loi du 27 ventôse an IX, qui est encore aujourd'hui la loi organique de la compagnie des commissaires-priseurs, vint satisfaire ces vœux en créant quatre-vingts commissaires-priseurs pour Paris et le département de la Seine.

Dans le reste de la France, les commissaires-priseurs ne furent rétablis qu'en 1816 par une ordonnance royale

du 26 juin rendue en exécution de la loi de finances de la même année. Il en était créé dans tous les chefs-lieux d'arrondissement, dans toutes les villes, sièges d'un tribunal de première instance ou ayant 5.000 habitants, leur nombre étant égal dans chaque ville au nombre des justices de paix. Cela était évidemment exagéré. Beaucoup de commissaires-priseurs ne pouvaient tirer de leurs charges un revenu suffisant pour vivre et un grand nombre d'entre eux se retirèrent. Mais, pour rendre leurs charges plus productives, d'autres eurent recours à des expédients contraires à la dignité de leurs fonctions et dans le projet de loi générale sur les ventes publiques mobilières de 1840, on demandait avec justes raisons que leur nombre fût réduit (1).

En fait, actuellement, beaucoup de villes qui devraient avoir un commissaire-priseur d'après la loi de 1816 n'en ont point.

§ 2. — Conditions de nomination. Incompatibilités.

Organisation.

Pour pouvoir être nommé commissaire-priseur, il faut être Français, avoir la jouissance de ses droits civils et politiques, être âgé de 25 ans accomplis et avoir satisfait à la loi sur le recrutement militaire (2). Le candidat doit

(1) *Moniteur* du 6 février 1840.

(2) L. 27 ventôse an IX, art. 9, ordonnance 26 juin 1816, art. 9-10 et suiv.

justifier de sa moralité et de ses aptitudes aux fonctions qu'il sollicite et, en fait, on exige qu'il ait fait un stage, bien que la loi ne le prescrive pas. De nombreux décrets, décisions de la Chancellerie ou décisions ministérielles, règlent la manière dont doivent être fournies les preuves des différentes conditions exigées et les formalités de la nomination qui dépend du Président de la République (1).

Un cautionnement fixé à 20.000 francs pour Paris, à une somme variant de 4.000 francs à 15.000 francs pour les autres villes est exigé des commissaires-priseurs pour indemniser leurs clients des faits de charge.

Ils sont tenus de prêter serment devant le tribunal civil de première instance du lieu de leur résidence et sont soumis à l'impôt de la patente.

Enfin leurs fonctions sont incompatibles avec certaines autres professions. A cet égard, il existe un régime différent pour Paris et pour la province. L'article 44 de l'ordonnance du 26 juin 1846, modifié par l'ordonnance du 31 juillet 1822 exclue la possibilité de cumuler à Paris les fonctions de commissaire-priseur avec celles de notaire, d'huissier, de greffier de justice de paix ou de tribunal de simple police. Le même texte, en interdisant aux commissaires-priseurs de province d'être en même temps notaires, leur permet au contraire d'être huissiers ou greffiers de justice de paix ou de tribunal de simple police.

((1) Pour les détails voir Benou et Constant, *Code manuel du commissaire-priseur*.

Enfin, il est interdit d'une façon toute particulière à tous les commissaires-priseurs de faire le commerce de brocanteur (1). Le législateur reproduit en cela les dispositions de l'ancien droit. Un édit de 1536 notamment défendait aux maîtres-priseurs vendeurs de meubles de « eux mesler de l'état de fripiers, regratiers, ni revendeurs, soit par eux, leurs femmes, ou autres personnes interposées, directement ou indirectement, en quelque manière que ce soit... »

Ce genre de commerce, peu compatible par lui-même avec la dignité nécessaire à un officier ministériel, entraînerait de nombreux abus s'il était pratiqué par ceux qui sont précisément chargés de surveiller la source d'où les brocanteurs reçoivent en majeure partie les objets de leur commerce et cette défense est sanctionnée par la destitution du contrevenant.

Mais la loi n'interdit pas d'une manière absolue toute espèce de commerce aux commissaires-priseurs et le Tribunal de Niort a donné gain de cause à un commissaire-priseur qui se faisait d'une manière habituelle le bailleur de fonds de ses clients et leur banquier. Cette profession commerciale exercée par un commissaire-priseur ne présente pas les inconvénients des genres de commerce visés par l'art. 12 de l'ordonnance de 1816, même lorsque la clientèle du commissaire-priseur est composée de brocanteurs, fripiers, etc. (2).

(1) Ordonnance 26 juin 1816, art. 12.

(2) Niort, 25 juin 1904, *France judiciaire* 1904, 2. p. 346.

Il n'y a pas non plus incompatibilité entre les fonctions de commissaire-priseur et celles d'agent d'une compagnie d'assurance (1) ou de courtier (2).

Pour l'observation des dépenses et des obligations que le législateur leur impose, les commissaires-priseurs sont placés sous la surveillance du ministère public.

Ils doivent choisir parmi eux, dans chaque ville où leur nombre est suffisant, une chambre de discipline (3), en observant pour son élection, son organisation, ses attributions, l'arrêté du 13 frimaire an IX relatif aux chambres de discipline des avoués, celui du 29 germinal an IX et le règlement du 21 frimaire an X qui modifient le premier sur quelques points.

Enfin les commissaires-priseurs d'une même résidence sont tenus de former entre eux une bourse commune (4).

§ 3^o Attributions des commissaires-priseurs.

Leur monopole.

Les commissaires-priseurs ont comme attributions fondamentales la prisée et la vente aux enchères publiques de tous effets mobiliers et accessoirement, ils ont compétence pour recevoir toutes déclarations concernant lesdites ventes, recevoir et viser toutes les oppositions

(1) Décision ministérielle du 17 décembre 1806.

(2) *Journal des commissaires-priseurs*, t. IV, p. 71.

(3) L. 27 vent. an IX, art. 10, ordonnance 1816, art. 16.

(4) Arrêté du 29 germinal an IX, art. 10.

qui y seront formées, introduire devant les autorités compétentes tous référés auxquels leurs opérations pourront donner lieu et citer à cet effet les parties intéressées devant lesdites autorités (1).

Nous laisserons de côté tout ce qui a trait aux prisées. En ce qui concerne les ventes publiques :

« A compter du premier floréal prochain, dit l'article 4
« de la loi du 27 ventôse an IX, les prisées de meubles et
« ventes publiques aux enchères d'effets mobiliers....
« seront faites.... par des commissaires-priseurs vendeurs
« de meubles.... »

« A compter du jour de leur prestation de serment...,
« dit l'ordonnance du 26 juin 1816, article 3, les commis-
« saires-priseurs nouvellement nommés... feront... toutes
« les prisées de meubles et ventes aux enchères... »

Devant des textes aussi précis et aussi généraux, il semble qu'aucune difficulté sérieuse ne puisse être soulevée et qu'à moins de texte postérieur venant restreindre leurs attributions, les commissaires-priseurs aient le droit de vendre tout ce qui est meuble, du moment que la vente est faite publiquement aux enchères et sans qu'on ait à s'occuper de savoir si la vente est pure et simple ou accompagnée d'une modalité quelconque.

Les attributions des commissaires-priseurs ont pourtant donné lieu à des contestations.

Les notaires leur ont réclamé et leur réclament à

(1) L. 27 ventôse an IX, art. 3.

maintes reprises des ventes qu'ils prétendent porter sur des objets immobiliers. On comprend qu'il est impossible de mettre fin à ces réclamations par une disposition législative : la question de savoir si un objet est un meuble ou un immeuble est une question de fait qui peut comme telle se poser pour chaque objet mis en vente. Or, le législateur ne peut pas prévoir tous les cas particuliers : il pose des principes, établit des classifications et laisse ensuite à la jurisprudence le soin de les appliquer. Pourtant, sur un point, celui où il s'agit d'objets immobiliers au moment de la vente, mais destinés à devenir meubles entre les mains de l'acheteur, le législateur a donné gain de cause en principe aux commissaires-priseurs lors de la discussion de la loi du 5 juin 1851 sur les ventes publiques de récoltes sur pied (1).

Les notaires ont encore contesté aux commissaires-priseurs en se basant cette fois sur une question de principe, le droit de procéder aux ventes publiques mobilières à terme. Cette sorte de vente serait exclusivement de la compétence des notaires ; les commissaires-priseurs auraient seulement le droit d'accorder des délais aux adjudicataires sous leur propre responsabilité, la vente restant pure et simple. Ils joueraient le rôle de prêteurs et n'auraient que les moyens de droit accordés à ceux-ci pour rentrer dans leurs fonds.

A l'appui de leurs prétentions, les notaires affirment

(1) V. également C. procéd. civile, art. 634 et 635.

que dans l'ancien droit, les ventes à terme leur étaient réservées et ils citent un acte de notoriété du Châtelet du 25 mai 1703 qui enjoit aux huissiers-priseurs de se faire payer le prix comptant, sur le champ.

Ils prétendent en second lieu qu'accorder un terme, c'est faire une convention et qu'eux seuls ont compétence pour constater les conventions ; que d'ailleurs eux seuls peuvent donner force exécutoire à leurs actes et que la formule exécutoire est nécessaire pour pouvoir obtenir l'exécution d'une convention à terme.

Il est facile de répondre à l'argument historique tiré de l'acte de notoriété du Châtelet du 25 mai 1703. Cet acte est exclusivement relatif aux ventes forcées, qui doivent toujours être faites au comptant pour des raisons qui tiennent à leur caractère de voie d'exécution. Et d'ailleurs, deux arrêts du Conseil, l'un du 3 octobre 1728, l'autre du 22 mars 1763 et un acte de notoriété de même date que le dernier reconnaissent formellement aux huissiers le droit de faire des adjudications à terme de meubles de toutes espèces.

L'argument de principe fourni par les notaires n'est pas meilleur. L'article 1^{er} de la loi du 27 ventôse an IX, l'article 4 de l'ordonnance du 26 juin 1816 accordent sans restriction aucune aux commissaires-priseurs le droit de procéder aux ventes publiques de meubles et aucun texte postérieur ne restreint leurs droits aux ventes au comptant. Il est donc absolument arbitraire de leur refuser le droit de constater dans leurs procès-verbaux une stipu-

lation de terme alors qu'on leur accorde celui de constater toutes autres clauses relatives à la vente ; les unes et les autres font au même titre intégralement partie de la vente.

Quant à l'objection tirée du droit exclusif des notaires de revêtir leurs actes de la formule exécutoire, cela importe peu. Lorsqu'on voudra obtenir l'exécution de la vente à terme constatée par le procès-verbal du commissaire-priseur, on prendra jugement.

Enfin, le décret du 17 avril 1812 relatif à des ventes exceptionnellement attribuées aux courtiers de commerce dit textuellement : « seront... mentionnées les époques
« de livraisons, les conditions de paiement et toutes au-
« tres conditions qui seront la base et la règle du con-
« trat..... » Ce texte admettant le droit de constater les conditions de paiement sans restriction pour des personnes qui n'ont le droit de vendre aux enchères que par dérogation au droit des commissaires-priseurs, on ne comprendrait pas logiquement que ce droit fut refusé aux commissaires-priseurs.

Le législateur s'est montré favorable à l'opinion que nous adoptons lors de la discussion du projet de loi générale sur les ventes publiques mobilières présenté en 1840 et lors de la discussion de la loi du 5 juin 1854 sur les ventes publiques de récoltes et la jurisprudence l'admet également (1).

(1) Cass. 8 mars 1837, Lyon 25 juin 1852 J. N. 44798. Villefranche,

Invoquant aussi une question de principe, les courtiers de commerce ont contesté aux commissaires-priseurs le droit de vendre des marchandises aux enchères. Cette prétention ne nous semble pas fondée. Nous nous en occuperons dans la partie de cette étude consacrée aux ventes publiques de marchandises.

Pour que la surveillance des ventes publiques fût sérieuse et pour permettre la répression des fraudes, il était nécessaire que la loi donnât à ces officiers publics un monopole, tout au moins dans les endroits où les ventes sont le plus fréquentes, c'est-à-dire dans les villes. D'après l'article 1^{er} de la loi du 27 ventôse an IX et l'article 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816, les commissaires-priseurs ont le droit exclusif de procéder aux ventes publiques qui ont lieu dans les villes où ils sont établis. En dehors de ces villes, ils ont toujours le droit de procéder aux ventes publiques mobilières de toutes espèces; mais ce droit est limité de différentes manières :

1° Au point de vue territorial, les commissaires-priseurs de Paris ne peuvent exercer qu'à Paris et dans le département de la Seine, les commissaires-priseurs établis dans les autres villes ne sont compétents en dehors de ces villes que dans les limites de l'arrondissement s'ils habitent un chef-lieu d'arrondissement; dans les limites du canton s'ils habitent un chef-lieu de canton (1).

7 mars 1890 ; Nantes, trib. comm. 21 mai 1892 ; Recueil de jurisprudence de Nantes, 92. 1. 337.

(1) L. 27 ventôse an IX, art. 1, ordonnance 26 juin 1816, art. 3.

2° Leur droit n'est plus exclusif; en dehors des villes où ils sont établis, ils ont à subir la concurrence des notaires, des huissiers et des greffiers de justice de paix qui doivent du reste observer toutes les règles imposées aux commissaires-priseurs pour procéder à une vente publique.

Les motifs qui ont fait donner un monopole aux commissaires-priseurs dans les grandes villes n'existent plus lorsqu'il s'agit des campagnes ou des petites agglomérations : les ventes publiques y sont moins fréquentes et moins importantes et en outre il serait à peu près impossible aux commissaires-priseurs de procéder seuls à toutes les ventes qui ont lieu dans un arrondissement ou même un canton.

Relativement au monopole des commissaires-priseurs, il existe une controverse sur ce qu'il faut entendre par le mot « chef-lieu » de l'arrondissement ou du canton dont parle l'article 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816.

Dans une ville composée de plusieurs communes, est-ce seulement la commune, circonscription administrative où se trouve le siège proprement dit du chef-lieu d'arrondissement ou du canton auquel cas la compétence exclusive des commissaires-priseurs ne saurait s'étendre au reste de la ville; ou bien doit-on entendre ce terme dans un sens plus large qui comprendrait non seulement la commune chef-lieu proprement dite, mais encore toutes les communes ou parties de communes distinctes administrativement parlant, mais qui, en fait, font bien partie de la même ville, surtout lorsque ces diverses

communes sont désignées sous le même nom et qu'elles sont comprises dans un même octroi ?

Les notaires se sont attachés, bien entendu, à restreindre le monopole des commissaires-priseurs dans la commune chef-lieu proprement dite : les commissaires-priseurs n'auraient que des attributions spéciales et exceptionnelles, tandis qu'au point de vue vente, les notaires auraient une compétence générale : les lois qui leur confèrent ces attributions spéciales devraient être interprétées d'une manière restrictive en cas de doute.

En outre, disent les notaires, si l'on considère l'agglomération où se trouve le chef-lieu pour déterminer les limites du monopole des commissaires-priseurs, ce monopole est essentiellement variable comme les limites mêmes de toute agglomération urbaine, tandis qu'il doit être fixe comme les bornes de la commune chef-lieu proprement dite. Une partie de la jurisprudence s'est prononcée en ce sens (1).

L'opinion contraire, qui donne privilège aux commissaires-priseurs non seulement dans la commune chef-lieu proprement dite, mais dans toutes les autres parties de la « ville » chef-lieu où ils résident, semble plus conforme à l'esprit de la loi :

L'article 3 de l'ordonnance du 26 juin 1816 qui fixe le monopole des commissaires-priseurs parle de « chef-lieu » et de « ville ». Ces derniers termes désignent une

(1) Rouen, 17 mai 1817; Angers, 28 janvier 1841; Grenoble, 10 août 1846.

agglomération de maisons indépendante des divisions administratives qu'elle contient (1). Le mot « commune » est loin d'être synonyme. Il désigne une portion de territoire qui peut parfaitement ne contenir que des hameaux insignifiants.

L'article 1^{er} de la même ordonnance, pour fixer le nombre des commissaires-priseurs à établir dans chaque ville, prend pour base le nombre des justices de paix existant dans la ville et son § 2 dit textuellement : « Les justices de paix des faubourgs et celles désignées sous le nom d' « extra muros » seront considérées comme faisant partie de celles des villes dont elles dépendent. »

Ce paragraphe n'a de sens et d'utilité que s'il s'applique à des justices de paix comprises dans des municipalités autres que la municipalité chef-lieu proprement dite. Et dans ces conditions, il serait absolument illogique de se servir des justices de paix des faubourgs pour fixer le nombre des commissaires-priseurs en les excluant ensuite de leur compétence privilégiée.

Un autre argument en faveur des commissaires-priseurs peut être tiré du chiffre de leurs cautionnements :

Pour l'établir, on considère le nombre des habitants de la ville où ils sont établis, sans tenir compte des différentes municipalités que peut comprendre la ville. Ce serait un nouvel illogisme de restreindre ensuite leurs fonctions exclusives à la commune chef-lieu seule.

Quant au prétendu caractère exceptionnel du monopole

(1) Requête, 22 mars 1832. S. 32. 1. 332.

des commissaires-priseurs qui entraînerait une interprétation restrictive des lois qui l'établissent, il ne repose sur rien de positif. Si, en cette matière, des attributions sont exceptionnelles, ce sont bien plutôt celles des notaires.

Enfin, nous avons vu que l'un des motifs de la concession aux commissaires-priseurs d'un monopole dans les villes était de rendre leur surveillance efficace là où elle est surtout nécessaire, c'est-à-dire dans les agglomérations urbaines. Or, à ce point de vue, toutes les municipalités qui composent une même ville sont sur le même pied et avec le système opposé, on arrive à ce résultat absurde que dans une ville de cent mille habitants, le monopole serait utile pour la commune chef-lieu qui en comprend dix mille tandis que pour la plus grande partie de la ville il n'aurait aucun avantage.

Pour protéger les commissaires-priseurs contre les empiètements qui pourraient être faits à leur monopole, la loi punit leurs auteurs d'une amende (1) sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être dus.

§ 4. — Tarif.

Les commissaires-priseurs sont soumis pour leurs honoraires à un tarif fixé par la loi du 18 juin 1843. Il leur est interdit de recevoir aucune somme supplémentaire ou au contraire de faire des remises ou des abonnements.

(1) L. 27 ventôse an IX, art. 2.

Cette dernière pratique ne leur est permise qu'en faveur de l'administration publique ou des Monts-de-piété.

Avant la loi du 18 juin 1843, à Paris, les honoraires des commissaires-priseurs étaient déterminés par la loi du 27 ventôse an IX article 7, en raison du nombre des vacations qu'avait nécessité la vente. Dans les provinces, l'ordonnance du 26 juin 1816 les soumettait au régime de la loi du 17 septembre 1793 sur les émoluments des notaires, greffiers, huissiers. De là une grande confusion et une violation constante de la loi. Le garde des sceaux s'exprimait ainsi dans l'exposé des motifs de la loi de 1843 : « Il résulte des documents recueillis par le gouvernement que les commissaires-priseurs recevaient ostensiblement et sinon avec l'assentiment au moins avec la tolérance des magistrats des droits beaucoup plus élevés que celui auquel aujourd'hui ils seront obligés de se restreindre... »

Le droit de vente accordé aux commissaires-priseurs par la loi de 1843 est uniformément pour toute la France de 6 % sur le produit de la vente.

La moitié de cette somme doit être versée à la bourse commune qui est ensuite répartie entre tous les commissaires-priseurs de la même résidence.

CHAPITRE III

RÈGLES A OBSERVER POUR PROCÉDER AUX VENTES PUBLIQUES MOBILIÈRES

Parmi les règles qu'il faut observer pour procéder aux ventes publiques mobilières, il y a lieu de faire une distinction :

Les unes sont destinées à éviter des inconvénients inhérents à toute vente publique et à permettre une surveillance efficace sur ceux que la loi charge d'y procéder. Ces règles sont suffisantes lorsque la vente est requise par le propriétaire des objets mis en vente et que le propriétaire a la pleine jouissance et le plein exercice de ses droits sur ces objets.

Les autres, qui viennent s'ajouter aux premières dans certaines circonstances, n'ont plus pour but de supprimer des inconvénients inhérents à la forme des enchères, mais de protéger un tiers qui possède des droits sur l'objet vendu : il faut garantir ses intérêts et parfois ceux de ses créanciers ; il faut en outre mettre à couvert la responsabilité de celui que la loi autorise ou oblige à vendre contre le gré des divers intéressés qui peuvent se pré-

senter. La forme des enchères, favorable par elle-même à ce but, ne peut suffire à elle seule pour l'atteindre.

I

*La vente intéresse le propriétaire seul des objets vendus.
Ce propriétaire a la pleine jouissance et le plein exercice de ses droits.*

§ 1. — De la Déclaration préalable.

La première formalité que doit remplir l'officier public chargé de procéder à une vente aux enchères publiques consiste en une déclaration de la vente aux agents de l'enregistrement.

« Aucun officier public dit l'article 2, L. 22 pluviôse an VII, ne pourra procéder à une vente publique et par enchères d'objets mobiliers, qu'il n'en ait préalablement fait la déclaration au bureau de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel la vente aura lieu. »

Pour éviter que des fraudes soient commises à son préjudice, l'Etat veut que ses agents puissent assister aux ventes publiques de meubles et surveiller ceux qui y procèdent.

Ce but explique tout ce qui est prescrit pour la déclaration :

C'est d'abord son antériorité par rapport à la vente. Les rares difficultés qui ont pu naître sur ce point, portaient plutôt sur la question de savoir s'il était possible de séparer les opérations de réception et d'acceptation des enchères. En cas d'affirmative, la vente ne devenant parfaite que par l'acceptation, la déclaration faite entre ces deux opérations eût été valable.

Mais le tribunal de Dieppe par un jugement du 14 février 1849 (1) a nettement tranché la question en décidant que la réception et l'acceptation des enchères ne peuvent être séparées l'une de l'autre et que la déclaration doit précéder toute opération de vente.

C'est en second lieu la nécessité de faire cette déclaration toutes les fois qu'il y a vente publique de meuble. L'article 2 de la loi du 22 pluviôse an VII semble ne l'imposer qu'aux officiers publics, mais il est certain que les courtiers doivent aussi déclarer par avance à l'enregistrement les ventes publiques qu'ils peuvent faire : l'article 7 du décret du 17 avril 1812 le dit formellement.

On s'est demandé si la nécessité d'une déclaration préalable existait non seulement pour la première vacation d'une vente mais encore pour chaque vacation.

La jurisprudence, conformément aux prétentions de la régie, a décidé que l'officier vendeur peut se contenter de faire une seule déclaration pour une vente qui dure plusieurs jours, s'il indique à la fin de la première vacation

(1) J. n. n° 13671.

et en fait mention sur son procès-verbal, que la vente sera continuée tel jour à telle heure en tel lieu et si à chaque vacation suivante, il fait de même. La déclaration unique, que la vente aura lieu « tel jour et jours suivants s'il y a lieu » serait insuffisante sans un renvoi exprès mentionné au procès-verbal de chaque séance.

Mais la Régie voulait en outre que le procès-verbal contenant le renvoi fût enregistré avant la reprise de la vente (1). Elle se basait sur ce que l'assistance de ses délégués n'étant pas obligatoire pour eux, ils pourraient en fait ne pas être informés de la continuation de la vente. La jurisprudence s'est prononcée avec raison en sens contraire (2).

La loi du 22 pluviôse an VII veut que la déclaration soit faite au bureau de l'enregistrement de l'arrondissement où se trouvent les objets à vendre et lorsque ces objets sont situés en partie dans différents arrondissements, il faut prévenir chaque receveur.

Pour Paris, une décision ministérielle du 14 décembre 1836 a permis de ne faire qu'une seule déclaration à la justice de paix de l'arrondissement dans lequel la première vacation doit commencer.

La forme de la déclaration est déterminée par les articles 3 et 4 de la loi du 22 pluviôse an VII.

Art. 3. « La déclaration sera inscrite sur un registre

(1) *Journal de l'Enregistrement*, 6980. 11262. 12505. 6.

(2) Tours, 22 mars 1878, J. n. 22060, *Journal de l'Enregistrement*, 21264.

qui sera tenu à cet effet et elle sera datée. Elle contiendra les noms, qualités et domicile de l'officier, ceux du requérant, ceux de la personne dont le mobilier sera mis en vente et l'indication du lieu où se fera la vente et du jour de son ouverture. Elle sera signée par l'officier public et il lui en sera fourni une copie sans autre frais que le prix du papier timbré sur lequel cette copie sera délivrée. Elle ne pourra servir que pour le mobilier de celui qui y sera dénommé. »

Art. 4. « Le registre sera en papier non timbré : il sera coté et parafé sans frais par le juge de paix dans l'arrondissement duquel sera le bureau de l'enregistrement. »

Le législateur ayant indiqué d'une manière précise et impérative comment la déclaration doit être faite, on ne pourrait y procéder d'une autre manière :

Une lettre missive par exemple, dans laquelle l'officier vendeur fournirait toutes les indications exigées par l'article 3 L. 22 pluviôse an VII ne suffirait pas (1).

Il ne suffirait pas non plus qu'en fait, et d'une façon manifeste, le receveur ait connu la vente future ; qu'il ait par exemple enregistré un jugement prescrivant que l'adjudication sera faite tel jour à telle heure en tel lieu par tel officier public.

Enfin, la déclaration doit être faite par l'officier vendeur en personne ou par un mandataire spécial (2).

(1) Cass. 22 pluv. an IX, S. 9. 1. 937, 24 nov. 1806. S. 7. 2. 937.

(2) L. 22 pluv. an VII, art. 2, délib. 30 janvier 1838, *J. n.* 9924.

Si la déclaration n'a pas été faite en temps utile ; si elle contient des erreurs ou des omissions qui l'empêchent d'atteindre le but qu'elle doit atteindre, l'officier fautif est passible d'une amende de cent francs qui se reproduit autant de fois qu'il aurait fallu faire de déclarations (1).

Aussitôt après la déclaration de vente, il peut être procédé aux enchères :

Aucun délai, aucune prescription de lieu ni de publicité ne sont imposés.

§ 2. — Règles concernant l'adjudication.

1° L'officier vendeur doit procéder personnellement à la vente (2). Sans doute, il n'est pas nécessaire qu'il présente lui-même les objets et reçoive les enchères. Cela est fait dans la pratique par des crieurs en présence de l'officier vendeur qui se contente de prononcer l'adjudication. Conformément à l'article 1^{er} de la loi du 22 pluviôse an VII, il est procédé à la vente, en présence et par le ministère d'officiers publics compétents.

L'usage qui consiste à laisser le crieur, non seulement recevoir les enchères mais encore prononcer l'adjudi-

(1) L. 22 pluv. an VII, art. 7, § 1.

(2) L. 22 pluv. an VII, art. 1^{er}.

cation semble au contraire illicite et en tout cas, ce qui n'est ni contesté ni contestable, c'est que l'officier public doit au moins être présent à la vente (1).

On a vu des notaires faire procéder par un clerc et signer ensuite le procès-verbal de vente en leurs études. Ils commettent un faux en affirmant avoir procédé à la vente et ceux qui ont tenu les enchères à leur place, encourent les amendes que la loi prononce contre ceux qui se sont immiscés dans les fonctions d'officiers vendeurs de meubles (2).

2° L'officier vendeur doit être assisté de deux témoins « domiciliés » et sachant signer (3).

Faut-il que ces témoins soient domiciliés dans le lieu même où se fait la vente ou bien suffit-il qu'ils puissent indiquer un domicile dans une autre commune ?

La dernière interprétation semble préférable ; le législateur a voulu éviter que des gens sans aveu soient employés comme témoins ; l'indication d'un domicile est favorable à ce but. Sa situation dans le lieu où se fait la vente ne lui ajoute aucun avantage à cet égard et il est absolument arbitraire de l'exiger dans le silence de la loi.

Certains auteurs voudraient que les témoins pussent être remplacés par un second officier public, tout au

(1) Bruxelles, 16 mai 1839, *Journal des huissiers*, 1860, p. 78 ; Bourges, 19 janvier 1843, S. 44. 2. 103.

(2) Louhans, 18 août 1843, *J. n.*, 11925 11936, Béthune 15 janvier 1846, *J. comm. pris.*, III, p. 351.

(3) L. 22 pluv. an VII, art. 5.

moins lorsqu'il s'agit d'une vente faite par un notaire.

Rien pourtant, dans la loi, ne justifie cette prétention. Sous le régime de la loi du 25 ventôse an XI, on s'appuyait sur ce que les notaires pouvaient se faire assister pour la réception des actes de leur ministère, soit par un notaire, soit par deux témoins instrumentaires. Or, si cela était vrai pour les actes rentrant dans leurs attributions générales, il n'en était plus de même pour les ventes publiques mobilières pour lesquelles ils étaient soumis aux règles spéciales à ces ventes. Et aucun des textes qui les régissent n'autorise l'officier vendeur à remplacer les deux témoins de l'article 5, L. 22 pluviôse an VII, par un confrère.

Depuis la loi du 12 août 1902 qui modifie l'article 9 de la loi du 25 ventôse an XI, l'argument que l'on fournissait en se basant sur les règles générales du notariat n'a plus aucune valeur puisque maintenant, à l'exception de quelques actes spécialement énumérés, les actes notariés peuvent être reçus par un seul notaire.

§ 3. — Procès-verbal de vente.

Au fur et à mesure qu'il procède à la vente, l'officier vendeur doit rédiger un procès-verbal de ses opérations.

L'article 5 de la loi du 22 pluviôse an VII indique comment doit être fait ce procès-verbal : « Les officiers publics transcriront en tête de leurs procès-verbaux

de vente les copies de leurs déclarations. Chaque objet adjugé sera porté tout de suite au procès-verbal. Le prix y sera écrit en toutes lettres et tiré hors ligne en chiffres ; chaque séance sera close et signée par l'officier public et deux témoins domiciliés. »

Lorsqu'il est contrevenu aux dispositions contenues dans cet article, l'officier vendeur est puni d'une amende qui varie de 15 à 100 francs (1).

On a contesté aux procès-verbaux de ventes aux enchères le caractère d'authenticité, au moins lorsqu'ils ne sont pas signés par les adjudicataires (2). Mais cette prétention semble mal fondée, puisque l'article 1317 du Code civil définit l'acte authentique : « Celui qui a été reçu par un officier public ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé et avec les solennités requises (3). »

Aussitôt après la vente, l'officier vendeur doit procéder à l'enregistrement du procès-verbal et au paiement des droits.

Les délais fixés par la loi à cet égard sont fort courts et de durée variable pour les différents officiers vendeurs. Ils sont déterminés par une série de lois, arrêtés du Conseil d'Etat et décisions ministérielles (4).

(1) L. 22 pluv. an VII, art. 7 (§§ 3, 4, 5, 6).

(2) Trib. de la Seine, 10 juillet 1884, *J. des Comm.-pris.*, 1884, p. 181.

(3) En ce sens, Trib. de Pont l'Evêque, 12 février 1867, *J. n.*, 18835.

(4) L. 22 frimaire an VII, art. 20, arrêté du Cons. Etat, 7 octobre 1809, *J. E.*, 41567, sol. : 24 janvier 1816 ; *J. E.* 5363 ; L. 28 juin 1816, régie, 3 avril 1876.

Ces différents délais doivent être observés pour chaque séance d'une même vente (1), mais, bien entendu, il n'est pas nécessaire que le procès-verbal de chaque séance soit enregistré séparément.

§ 4. — Payement du prix. Responsabilité de l'officier vendeur.

Les officiers publics étant les mandataires des vendeurs pour tout ce qui concerne la vente, ont qualité pour recevoir le prix des objets adjugés.

En principe, c'est entre leurs mains que ce prix sera payé, surtout si la vente a été faite au comptant. Et dans ce dernier cas, l'officier vendeur sera responsable du prix envers son requérant dès que l'objet aura été livré.

Si la vente est faite à terme, il n'encourra de responsabilité que s'il commet une faute ou une négligence dans le recouvrement du prix et encore faudra-t-il que celui-ci n'ait pas été déclaré payable entre les mains du vendeur ou d'une tierce personne.

Lorsque l'adjudicataire ne paye pas en temps utile, il existe contre lui, en outre des voies ordinaires d'exécution, un moyen de droit spécial : la « folle enchère ».

L'objet dont le prix n'est pas payé est remis en vente et la première transmission de propriété est résolue (2)

(1) Déc. min. fin., 18 germinal an VIII, *J. E.* 475.

(2) Glasson, *Procédure civile*, t. II, p. 443, n° 1005.

sans que cependant, les obligations telles que le paiement du prix, contractées par l'adjudicataire fol enchérisseur soient effacées (1).

Si donc, le prix de la deuxième adjudication est inférieur à celui de la première, le fol enchérisseur est tenu de le compléter.

Si au contraire, le prix de l'adjudication sur folle enchère est supérieur c'est le propriétaire primitif qui en profite puisque la propriété du fol enchérisseur a été résolue par la remise en vente sur folle enchère.

D'ailleurs, s'il en était autrement, on arriverait à ce résultat choquant de voir l'inexécution d'une obligation procurer un avantage à celui qui était tenu de cette obligation.

Lorsque l'officier public a touché le prix des adjudications, il en remet le montant au vendeur, déduction faite des droits d'enregistrement, de ses honoraires et frais accessoires de vente tels que la location d'une salle, par exemple.

La quittance est donnée en forme authentique à la suite du procès-verbal et signée tant par l'officier public que par le vendeur. Si ce dernier ne sait ou ne peut signer, sa signature est remplacée par celle d'un second officier de la même classe que celui qui a procédé à la vente ou par celles de deux témoins (2).

(1) Glasson, *ibid.*, t. II, p. 444.

(2) Avis du Conseil d'Etat, 21 octobre 1809, Dalloz, C. pr. civ. annoté p. 1189, n° 121. Rep. enregistrement, n° 2953.

S'il est formé une saisie-arrêt entre les mains de l'officier vendeur, il doit verser le prix des adjudications à la Caisse des dépôts et consignations, conformément aux articles 656 et 657 du Code de procédure civile auxquels renvoie l'article 579 du même Code et à l'ordonnance du 3 juillet 1816, article 2, 8^e et article 8.

On a prétendu que la procédure de saisie-arrêt n'est pas nécessaire pour mettre les deniers provenant de la vente sous la main de justice et obliger l'officier public à les verser à la Caisse des dépôts et consignations (1).

On invoquait en ce sens les articles 609 et 610 du Code de procédure civile et les articles 2, § 8 et 8 de l'ordonnance du 3 juillet 1816. Mais les articles 609 et 610, Code de procédure civile, sont écrits pour les ventes sur saisies exécutions. Il en est de même de l'article 2 § 8 de l'ordonnance de 1816 et l'article 8 de cette ordonnance en parlant des oppositions sur les sommes résultant de ventes volontaires, ne dit point dans quelles formes ces oppositions doivent être formées (2) et on ne peut tirer argument de cet article 8 pour prétendre qu'une simple opposition sur le prix soit admissible, si aucune loi de procédure ne l'autorise.

La lecture du préambule de l'ordonnance du 3 juillet 1816 montre d'ailleurs qu'elle se réfère « purement et

(1) Rennes, 20 mars 1880, D. 81. 2. 9. Laval, 20 juillet 1846, Saint-Omer, 19 février 1849. Ces deux jugements en note sous l'arrêt précité.

(2) Note sous Rennes, 20 mars 1880, D. 81. 2. 9.

simplement, pour les cas où il y aurait lieu à consignation, aux prescriptions de la législation alors existante ; et comme aucune de ces prescriptions n'attribue à une simple opposition l'effet d'arrêter le prix des ventes volontaires de meubles, il faut, ce semble, nécessairement en conclure qu'une telle opposition ne met pas l'officier public qui a procédé à la vente dans l'obligation de consigner le prix qu'il a reçu des acheteurs (1). »

Lorsque l'officier vendeur est tenu de consigner, et qu'il contrevient à cette obligation, sa révocation est prononcée s'il y a lieu, conformément à l'article 10 de l'ordonnance du 3 juillet 1816 « sans préjudice des peines qui sont ou pourront être prononcées par les lois ».

Quand c'est le Trésor qui veut exercer ses droits sur les sommes provenant de ventes publiques mobilières, il lui suffit de réclamer aux officiers vendeurs les sommes qui lui sont dues (2).

Il a même été jugé que l'officier public engage sa responsabilité envers le Trésor, en ne vérifiant pas si les contributions de son requérant sont payées, avant de lui remettre le montant des prix d'adjudication (3).

(1) Note sous Rennes, 1880, D. 1881. 2. 9. Dans le même sens : arrêt de Caen, 11 février 1884, D. 86. 1. 439.

(2) L. 12 nov. 1808, art. 2.

(3) Laval, 1871, *J. n.*, n° 20122.

II

La vente intéresse un autre que celui qui la requiert.

Les ventes qui présentent ce caractère sont d'abord celles que requiert un créancier pour le paiement de sa créance. Ce sont les « ventes forcées » : ventes sur saisie exécution, ventes d'objets donnés en gage.

Dans tous ces cas, le propriétaire des objets vendus est tenu à l'écart ; on trafique de ses biens sans son consentement ; il y a une grave atteinte à la liberté privée ; il est nécessaire que des précautions sévères soient prises pour empêcher les abus que pourrait faire le saisissant du droit rigoureux qui lui est donné et la réglementation des ventes publiques dans ces cas, comme d'ailleurs toute la procédure de saisie qui les précède est dominée par plusieurs principes tous inspirés par cette idée de protection du saisi ou du propriétaire du gage et de ses créanciers.

Si l'actif est supérieur au passif, il faut éviter qu'il soit dissipé.

Si l'actif est inférieur au passif, il ne faut pas qu'un créancier privilégié en le réalisant l'absorbe totalement aux dépens des autres créanciers.

D'où la nécessité :

1° De donner toutes facilités au débiteur pour payer

afin d'éviter pour lui les conséquences toujours fâcheuses d'une vente ;

2° De soumettre la nécessité de vendre à un contrôle sérieux ;

3° De tout faire pour que les objets vendus atteignent le plus haut prix possible.

4° D'arrêter la vente aussitôt que le prix des objets suffit à désintéresser les créanciers poursuivants.

Il est enfin nécessaire de mettre à couvert la responsabilité de celui qui a requis la vente.

Une seconde catégorie comprend toutes les autres ventes qui sans être des mesures de dépouillement, d'exécution, intéressent à un titre quelconque d'autres personnes que celles qui les requièrent : ce sont par exemple les ventes de meubles dépendant d'une succession lorsqu'il y a des créanciers opposants ou que la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquis des dettes et charges de la succession (1) ; les ventes de meubles appartenant à des incapables, mineurs ou interdits, les ventes de meubles dépendant d'une succession bénéficiaire, les ventes de meubles grevés de substitution et d'une manière générale toutes les ventes connues sous le nom de ventes judiciaires.

Dans tous ces cas, il y a lieu de contrôler la nécessité de vendre et de prescrire les mesures nécessaires pour que les objets vendus atteignent le plus haut prix possible,

(1) Art. 826 C. C.

comme lorsqu'il s'agit de ventes d'exécution et le législateur se borne en ce qui les concerne à renvoyer aux règles qu'il pose pour ces dernières.

Nous ne parlerons donc que des ventes qui sont le résultat d'une procédure de saisie exécution.

§ 1. — Poursuite de la vente. Fixation de sa date.

La vente est faite en principe à la requête du créancier saisissant. Tant que la saisie est valable, c'est-à-dire pendant trente ans, il peut en fixer la date comme bon lui semble pourvu qu'un délai de huit jours se soit écoulé depuis la signification de la saisie au débiteur.

Pourtant, le saisissant perd la faculté de fixer librement la vente dans certaines circonstances et il peut même s'en voir retirer la poursuite.

Si la vente a été fixée à une époque éloignée, le saisi lui-même et ses créanciers peuvent intervenir pour qu'il y soit procédé dans un plus bref délai : cela évitera des frais de garde inutiles sans compter que les objets saisis sont peut-être sujets à dépérissement ou que leur prix a des chances d'être plus élevé en les vendant immédiatement.

A l'inverse, ils peuvent demander que la vente soit reculée à une époque où le cours des objets saisis aura chance d'être plus élevé.

Indépendamment de ces divers motifs, communs au

saisi et aux créanciers, ces derniers peuvent avoir un intérêt particulier à ce que la vente soit avancée. C'est par exemple la nécessité de faire face à une échéance prochaine.

Pour intervenir dans la fixation de l'époque de la vente, le saisi agira par voie de référé.

Les créanciers n'agiront de cette façon que pour faire retarder la vente. Dans les autres cas, ils feront au saisisant une sommation de vendre et si cette sommation reste sans effet, ils feront procéder eux-mêmes à la vente en vertu d'une subrogation tacite dans les poursuites, à condition bien entendu qu'ils soient munis de titres exécutoires, que le délai de huit jours prescrit par l'article 613 Code de procédure civile soit expiré et que les formalités qui doivent précéder la vente aient été remplies.

§ 2. — Publicité antérieure à la vente.

Afin de rendre la vente aussi productive que possible, l'article 617 du Code de procédure civile indique un minimum de publicité dont l'inobservation rend l'officier vendeur passible de dommages-intérêts envers le saisi et ses créanciers s'il est prouvé qu'un préjudice en est résulté pour eux (1).

Aux termes de cet article 617 : « Dans tous les cas, la

(1) Riom, 24 juin 1846, D. 47. 4. 433.

vente sera annoncée un jour auparavant par quatre placards au moins affichés : l'un au lieu où sont les effets, l'autre à la porte de la maison commune, le troisième au marché du lieu et s'il n'y en a pas au marché le plus voisin, le quatrième à l'auditoire de la justice de paix. Si la vente se fait dans un lieu autre que le marché ou le lieu où sont les effets, un cinquième placard sera apposé au lieu où se fera la vente. La vente sera en outre annoncée par la voie des journaux dans les villes où il y en a.... »

Et l'article 618 mentionne les indications que devront contenir ces placards : « les lieu, jour et heure de la vente et la nature des objets sans détail particulier. »

Leur rédaction appartient à l'officier public chargé de la vente.

Les huissiers prétendaient qu'eux seuls avaient qualité pour remplir cette formalité. Mais par arrêt du 23 juin 1852, la Cour de cassation a décidé qu'ils n'ont de droit exclusif qu'en ce qui concerne l'apposition des placards (1).

§ 3. — Lieu de la vente.

Toujours dans le but de la rendre aussi fructueuse que possible, l'article 617, Code procédure civile exige qu'elle soit faite au plus prochain marché public en laissant tou-

(1) S. 54. 1. 360.

tefois au tribunal le droit de permettre d'y procéder en tout autre lieu plus avantageux (1).

On s'est demandé si les taxes perçues par les municipalités pour droit de place sur leurs marchés doivent être payées pour procéder sur ces marchés à une vente publique mobilière forcée, mais la négative semble devoir être admise (2).

§ 4. — Conditions de la vente.

« L'adjudication, dit l'article 624 du Code de procédure civile sera faite au plus offrant en payant comptant : faute de paiement, l'effet sera revendu sur le champ à la folle enchère de l'adjudicataire. »

Il n'est permis d'accorder aucun terme : le but de la saisie et de la vente n'est pas de spéculer, mais de liquider l'actif d'un débiteur.

Si l'officier vendeur livre l'objet adjudgé sans en exiger le prix, c'est donc sous sa propre responsabilité. L'article 625 le dit expressément : « Les commissaires-priseurs et les huissiers seront personnellement responsables du prix des adjudications. »

(1) V. Bordeaux, 28 février 1876, *Journ. des Commissaires-priseurs*, 1876, p. 109.

(2) Justice de paix de l'Isle-Adam, 25 oct. 1876, *Journ. des avocats*, t. 102, p. 197 ; Cass., 1^{er} déc. 1847, *J. des Huiss.*, t. XXXVI, p. 156 ; 1^{er} août 1884, *J. Comm. pris.* 1884, p. 250.

L'article 622 du Code procédure civile, conformément à ce que nous disions plus haut, interdit de continuer la vente, dès que la somme suffisante pour désintéresser les créanciers et couvrir les frais, est atteinte.

§ 5. — Remise du prix d'adjudication aux intéressés.

Lorsque le montant des prix d'adjudication suffit pour désintéresser les créanciers du saisi, l'officier vendeur rembourse à chacun ce qui lui est dû, après avoir payé les droits d'enregistrement, les contributions du saisi et déduit ses honoraires et les frais de vente, ces débours étant taxés par le juge sur la minute du procès verbal de vente.

S'il reste ensuite un reliquat, il le remet bien entendu au saisi. Il se fait donner quittance de toutes les sommes ainsi payées à la suite du procès-verbal de vente (1).

Lorsqu'il a été formé opposition sur le prix de vente qui se trouve entre les mains de l'officier vendeur, il est tenu d'en verser le montant à la caisse des dépôts et consignations, toujours après déduction de ses honoraires, des frais légitimes de vente et des droits acquittés, toutes ces sommes taxées sur la minute du procès-verbal.

Si le prix a été régulièrement remis à un créancier antérieurement à une opposition, cette opposition reste sans effet.

(1) Avis du Conseil du Conseil d'Etat du 21 octobre 1809.

DEUXIÈME PARTIE

DES VENTES PUBLIQUES DE MARCHANDISES NEUVES

CHAPITRE PREMIER

I. - GÉNÉRALITÉS. — II. - HISTORIQUE

III. - SENS DES MOTS « MARCHANDISES NEUVES »

I

Si l'on considère l'ensemble de la législation relative aux ventes publiques de marchandises pendant le cours du dernier siècle, on constate deux mouvements bien distincts, l'un favorable aux ventes en gros, l'autre nettement opposé aux ventes en détail (1). Pour découvrir les causes de ces mouvements contraires en apparence, il est nécessaire de voir quel est le rôle du commerce

(1) Décrets des 22 nov. 1811 et 17 avril 1812, L. du 25 juin 1841, L. du 28 mai 1858, du 3 juillet 1861, projet de loi déposé en 1894, *Journal Officiel* 1894, Doc. parlementaires, p. 2012.

dans la vie économique d'un pays ; de dégager ensuite les principaux organes du commerce, et d'en comparer l'utilité les uns par rapport aux autres en observant l'influence des ventes publiques de marchandises sur chacun d'eux.

Le commerce est le fait économique qui consiste à faire parvenir un produit de son producteur au consommateur.

Pour un même produit, ce travail est généralement partagé entre plusieurs intermédiaires.

1° Les commerçants « en gros » qui achètent au producteur ou à d'autres commerçants en gros et revendent toujours par lots trop considérables pour être à la portée des consommateurs ;

2° Les commerçants « en détail » qui achètent généralement aux marchands en gros pour revendre aux consommateurs par unités ou par quantités de minime importance, normalement utilisables par eux.

Le commerce de détail se subdivise en commerce sédentaire et en commerce ambulante ou colportage. Le premier consiste à tenir d'une manière constante dans des lieux déterminés les divers objets dont le consommateur peut avoir besoin ; c'est le commerce normal et celui que le consommateur a le plus d'intérêt à voir prospérer. C'est aussi celui qui lui donne la plus grande somme de garanties ; le commerçant sédentaire a une clientèle fixe qu'il a tout intérêt à satisfaire et si cette clientèle a une plainte quelconque à formuler, elle sait où le trouver.

Le colporteur va de ville en ville et vend le plus souvent ses marchandises sur la place publique ; il présente une certaine utilité aux agglomérations trop petites pour qu'un commerce sédentaire puisse y prospérer. Mais son mode de commerce a de gros inconvénients qui sont la contre partie des avantages du commerce sédentaire.

Il est intermittent, et l'acheteur n'a d'autre garantie sur la qualité de l'objet qu'il achète que sa seule expérience. Le vendeur n'a pas de renommée à soutenir ; son seul but est de vendre le plus possible et au plus haut prix ; à défaut de loyauté, il n'est même pas retenu par l'intérêt. Il disparaît aussitôt après la vente sans qu'on sache qui il est, d'où il vient, ni où il va.

Ces considérations suffisent à montrer que le législateur devra plutôt sacrifier les intérêts des colporteurs lorsqu'ils seront opposés à ceux des commerçants sédentaires, d'autant plus que les derniers supportent des charges dont les colporteurs sont exempts.

Cette opposition d'intérêts se présente à propos de la faculté de vendre publiquement des marchandises neuves en détail.

Les enchères sont essentiellement favorables aux visées des colporteurs puisqu'elles leur permettent d'écouler une très grande quantité d'objets au prix maximum et en peu de temps. Elles sont au contraire tout à fait nuisibles aux commerçants sédentaires.

Si les objets qu'on écoule par leur moyen sont semblables à ceux que le commerçant régulier met en vente,

celui-ci se voit fermer subitement et sans avoir pu le prévoir, le débouché sur lequel il comptait. Il subit tous les inconvénients d'une telle situation et peut même être ruiné, au détriment des consommateurs eux-mêmes qui n'auront plus les mêmes commodités. Le mouvement contraire aux ventes publiques de marchandises neuves en détail est donc pleinement justifié.

Sans doute, interdire ces ventes constitue une grave atteinte à la liberté individuelle, mais il est des cas où l'intérêt général doit primer cette liberté.

Comparons maintenant l'utilité du commerce en détail et du commerce en gros, et voyons si le mouvement favorable aux ventes publiques de marchandises neuves en gros est justifié.

Un premier point certain, c'est que le commerce de détail est absolument indispensable. Sans lui, le commerce, que nous avons dit être l'intermédiaire entre producteurs et consommateurs n'existe plus : les débouchés de la production auxquels le consommateur s'approvisionnait, sont fermés.

Le commerce en gros, au contraire, n'a d'utilité pour le consommateur que dans la mesure où il facilite le développement et le bon fonctionnement du commerce de détail. Hors de là, il lui est nuisible.

Chaque intermédiaire par les mains duquel passe une même marchandise, se rémunère de son travail et de ses risques en la revendant un peu plus cher et si les intermédiaires sont nombreux, la marchandise arrive

au consommateur grevée d'une somme considérable.

Sans doute, dans certains cas, on peut réduire ou même supprimer ces frais par une vente directe du producteur au détaillant. Mais, cela n'est pas toujours possible au moyen de la vente de gré à gré.

La vente aux enchères publiques faite en gros, permet d'arriver parfois à ce but et en tout cas, supprime un bon nombre d'intermédiaires et de frais. Et comme tout fait économique a une répercussion dans tout le domaine économique, le bon marché des marchandises, directement favorable aux consommateurs, le sera encore aux producteurs et aux commerçants de détail.

Ces derniers tout en revendant meilleur marché, qu'ils ne le faisaient auparavant, pourront réaliser un bénéfice égal ou même supérieur. Et ce bénéfice sera encore augmenté par l'accroissement de la consommation, résultat inévitable de l'abaissement des prix.

Cet accroissement de consommation profitera également aux producteurs qui pourront du reste, eux aussi, élever leurs prix de vente sans que le consommateur paie plus cher.

Enfin, les ventes publiques de marchandises neuves en gros ont le grand avantage d'attirer dans les villes où elles sont ordinairement pratiquées une quantité énorme d'acheteurs, source de prospérité pour ces villes.

La justification de ces considérations se trouve dans la puissance du commerce et de la marine en Angleterre et en Hollande et dans l'état florissant des villes han-

séatiques qui les unes et les autres admettaient la liberté des ventes publiques de marchandises neuves en gros.

Maissi les ventes publiques en gros sont favorables au développement et à la prospérité du commerce de détail, encore faut-il que ces ventes ne puissent pas cacher des ventes en détail, essentiellement nuisibles au genre de commerce qu'on veut protéger.

Si l'on admet sans réserve la liberté des ventes publiques de marchandises neuves en gros, il sera facile de composer des lots assez réduits pour être à la portée du consommateur, et en même temps assez forts pour que l'on puisse soutenir que la vente a été faite en gros.

L'intérêt du public réclame donc l'interdiction des ventes publiques de marchandises neuves en détail et une réglementation des ventes publiques de marchandises neuves en gros, destinée à empêcher de tourner la prohibition des premières.

II

Sous l'ancien régime, le législateur n'avait aperçu que les inconvénients des ventes publiques de marchandises neuves en détail sans voir les avantages des mêmes ventes faites en gros et il avait interdit les unes et les autres sans distinction :

« La Cour, dit un arrêt de règlement du 23 août 1758 fait défense à toute personne de provoquer et à tous

huissiers-priseurs de faire aucune vente publique des marchandises du commerce desdits six corps des marchands de Paris, si elles ne sont comprises dans des inventaires faits après décès ou dans des saisies-exécutions faites en vertu de titres de créance sérieux, et sur procédures non collusoires... »

La Révolution proclame la liberté complète en tout et en particulier pour le commerce, par la loi du 2 mars 1791. D'autre part, la loi du 22 pluviôse anVII, prescrit des formalités pour les ventes d'objets mobiliers et déclare dans son article premier ses dispositions applicables aux ventes publiques de marchandises.

La première de ces lois avait en réalité pour but de supprimer les maîtrises, les jurandes et les privilèges de profession et de permettre à tous les citoyens de se livrer à tout genre d'industrie, non de détruire les règles prohibitives établies contre les ventes publiques de marchandises pour protéger dans l'intérêt public le commerce sédentaire.

L'article premier de la seconde loi s'expliquait facilement, puisque les ventes publiques de marchandises n'étaient jamais interdites après une saisie ou à la suite d'un décès (1).

Néanmoins, on prétendit que l'ancienne prohibition des ventes publiques de marchandises étaient supprimées, et en fait, on vendait couramment en gros et en détail des marchandises neuves.

(1) Rouen, 17 mars 1840.

Le commerce de détail sédentaire se plaignit de cet état de choses.

A une époque aussi rapprochée de la Révolution, le gouvernement ne pouvait pas rétablir d'une manière explicite l'ancienne défense de vendre publiquement des marchandises neuves.

D'autre part, on commençait à se rendre compte des immenses avantages que présentent les ventes publiques en gros et grâce à cette constatation on tâcha d'atteindre d'une manière détournée le but que l'on ne pouvait poursuivre ouvertement :

Admettant tacitement le principe général de prohibition des ventes publiques de marchandises neuves, le législateur rendit deux décrets, les 22 novembre 1811 et 17 avril 1812 pour permettre, à titre exceptionnel et comme une faveur, la vente publique volontaire en gros de certaines marchandises neuves (1). Ces décrets exigeaient diverses conditions pour que cette vente fût possible et notamment que la quotité des lots fût assez forte (1) pour que la vente ne pût pas nuire aux commerçants de détail. Cette limitation de la quotité des lots n'avait plus aucun sens si la vente en détail restait permise.

La jurisprudence était pourtant indécise et la prohibition des ventes publiques en détail de marchandises

(1) Cass. 20 juillet 1829 et 1^{er} juillet 1836. Discussion de la loi du 25 juin 1841, séance du 3 avril 1841, *Moniteur* du 4 avril.

neuves ne fut posée d'une manière formelle que vers le milieu du dernier siècle par la loi du 25 juin 1844.

Quant aux ventes publiques volontaires de marchandises neuves en gros, le régime des décrets de 1811 et 1812 était trop peu libéral. Une loi du 28 mai 1838, bientôt suivie d'une autre du 3 juillet 1861, vint satisfaire les réclamations du commerce sur ce point.

Mais les entraves apportées par le législateur à la liberté des ventes publiques dans l'intérêt du commerce ne s'applique que dans le cas où il s'agit de marchandises neuves. Cette expression marchandise neuve ayant soulevé des difficultés d'ordres divers il est nécessaire d'en préciser les termes avant d'étudier la législation que nous venons de signaler.

III

§ 1^{er}. — Marchandises.

On appelle « marchandises » toute chose mobilière sur laquelle peut porter un acte de commerce (1). L'idée de circulation inhérente au commerce exclue les immeubles de cette dénomination.

Lorsqu'on s'occupe de la législation spéciale aux ventes publiques de marchandises, ce dernier mot prend un

(1) Lyon Caen et Renault, t. I, n° 107, et t. III, n° 212.

sens plus restreint, il désigne seulement les objets mobiliers sur lesquels porte l'acte de commerce consistant à acheter pour revendre dans l'espoir de réaliser un bénéfice. Il faut donc en principe prouver cet acte de commerce lorsqu'on prétend que cette législation spéciale doit s'appliquer à une vente publique mobilière.

Mais il est un cas où l'on déroge à cette nécessité de prouver l'acte de commerce : c'est celui où l'objet dont on recherche le caractère a été acheté par un commerçant et qu'il est semblable à ceux sur lesquels porte son commerce. On tire argument de l'article 638, § 2, C. Co., pour admettre dans ce cas que l'achat est commercial, sauf preuve contraire (1). De même, à moins de preuve contraire, on devra considérer comme marchandise l'objet sur lequel porte cet achat.

Cette définition est absolue. Un objet d'art, par exemple, peut être une marchandise comme tout autre objet : il suffit qu'il se trouve chez un commerçant vendant des choses pareilles ou qu'un particulier l'ait acheté dans le but de le revendre.

Pourtant, on a prétendu que le mot « marchandise » ne peut s'appliquer à des œuvres d'art, sous prétexte que les œuvres de l'intelligence ne peuvent être mises sur le même pied que des objets destinés à un usage courant et matériel (2). Mais depuis 1884 la jurisprudence repousse

(1) Lyon-Caen et Renaul, t. I, n° 173.

(2) Riom, 5 janvier 1880, *J.p.* 85. 1. 1118.

ces prétentions d'une manière constante : « Attendu, dit un arrêt de Bordeaux du 26 février 1884, que l'on ne saurait, sans créer des distinctions arbitraires et d'une application difficile, restreindre les effets de la loi aux marchandises usuelles ou destinées à satisfaire des besoins matériels pour laisser en dehors de ses prévisions les œuvres de l'intelligence qui éveillent des sentiments d'une nature plus délicate et plus élevée... »

Si un objet d'art peut devenir marchandise par suite d'un achat avec intention de revendre, il ne faut pas aller plus loin et admettre que les reproductions d'une statue, par exemple, sont nécessairement des marchandises par ce fait seul que le sculpteur en fait trafic et en tire profit. Le tribunal correctionnel du Havre (1) a décidé avec raison qu'une distinction est à faire :

Si l'artiste se contente de créer un modèle qu'il fait reproduire ; qu'il achète les reproductions et les revend ensuite, il y a acte de commerce et les reproductions sont entre ses mains des marchandises.

Si l'artiste travaille en personne aux reproductions de son œuvre, ne serait-ce que pour les retoucher avant de les livrer au public, chacune devient en réalité un original et ne saurait être considérée entre ses mains comme une marchandise.

Ce que nous venons de dire sur le caractère de marchandise d'un objet au point de vue de la législation spé-

(1) 14 mars 1887, *La loi*, 16-17 mai 1887.

ciale sur les ventes publiques nous permet de remarquer en terminant que, suivant le but des acheteurs successifs d'un même objet, celui-ci pourra devenir, cesser d'être et redevenir marchandise. Mais il ne suffit pas qu'un objet puisse être considéré comme une marchandise pour que la législation spéciale lui soit applicable, il faut en même temps qu'il soit neuf.

§ 2. — Sens du mot « neuf ».

Il est assez difficile de donner d'une manière précise le sens du mot « neuf » quand on s'occupe de vente publique de marchandises.

Dans son sens normal, le mot « neuf » sert à qualifier un objet qui n'a jamais servi à l'usage auquel il est destiné. Mais il est certain que ce sens ne correspond pas à la pensée du législateur. Nous avons vu que toute la législation sur les ventes publiques de marchandises a pour but de protéger avant tout le commerce de détail sédentaire en empêchant qu'elles lui fassent une concurrence désastreuse. Or, ces sortes de ventes ne peuvent lui être nuisible que si elles portent sur des marchandises de même nature et ayant même valeur que celles qu'il vend.

Celles-là seules et toutes celles-là peuvent amener une perturbation dans les cours normaux et produire des crises dangereuses. En réalité, ce sont elles que le légis-

lateur a visées (1) en laissant les marchandises dépréciées sous le régime du droit commun.

Sans doute, le seul fait d'avoir servi pourra être une cause de dépréciation et une marchandise qui n'est plus « neuve » au sens normal du mot pourra parfaitement par cette seule raison ne pas tomber sous le coup de la législation spéciale. Mais il existe beaucoup d'autres causes de dépréciation : notamment, les changements de mode, l'action du temps et, en général, toutes les causes de détérioration. Et cependant, dans tous ces cas, les marchandises pourront parfaitement ne pas avoir perdu leur caractère de « neuf » au sens propre du mot.

Devra-t-on pour cela leur appliquer la législation spéciale de 1844 et de 1858 ? Certainement non si l'on considère le but poursuivi par le législateur dans ces lois (2).

D'autre part, le fait d'avoir servi peut parfaitement ne diminuer en rien la valeur d'une marchandise et, si aucune autre cause de dépréciation n'est intervenue, on ne voit pas pourquoi, le seul fait d'avoir servi ferait échapper cette marchandise à la législation spéciale, puisque les dangers de crise ne seraient point écartés.

Pour une foule d'objets ce serait un jeu de tourner la loi.

(1) V. discussion de la loi du 23 juin 1844.

(2) La jurisprudence s'est pourtant prononcée en sens contraire, Caen, 23 mars 1850-14 août 1892 ; trib. de Saumur ; Chevalier-Maresq, Recueil chronologique de la jurisprudence des ventes publiques mobilières ; Aix sous cass, 10 août 1847, *ibidem*.

Il suffirait de les employer à leur usage normal pendant un temps très court et de se procurer une preuve de cet usage pour pouvoir les vendre publiquement (1).

Le mot « neuf » est donc à la fois trop étroit et trop large : trop étroit en ce sens qu'il ne peut contenir toutes les marchandises qui doivent tomber sous le coup de la législation spéciale ; trop large en ce sens qu'il rend cette législation applicable à des marchandises qui devraient lui échapper.

Pour exprimer sa pensée d'une manière exacte, au lieu de « marchandises neuves » le législateur aurait dû dire : « marchandises non dépréciées ».

Sous l'empire de la législation existante, c'est celui qui poursuit une infraction à la législation sur les ventes publiques de marchandises neuves à prouver le caractère de nouveauté de la marchandise.

Cette preuve est souvent fort difficile et de nombreux abus restent impunis, grâce à cette difficulté de les prouver.

Pour remédier à cela, une proposition de loi a été déposée en 1894 par M. Maurice Sibille et M. Gustave Roche (2) afin de renverser le fardeau de la preuve en

(1) Cour de Nancy, 4 novembre 1886, *La Loi*, 11 déc. 1886 ; *contra*, Périgueux, 12 août 1903, *Le Droit*, n° du 19-20 octobre 1903.

(2) *Journal Officiel* 1894, Doc. parlem., p. 2012 ; Rapport de M. Sibille, 1^{er} février 1878, *Journal Officiel*, Annexes I, p. 631, Annexe 3003.

établissant une présomption de nouveauté pour tout objet mis en vente publique par un commerçant vendant des choses pareilles. Malheureusement cette proposition de loi est restée sans suite.

CHAPITRE II

VENTES PUBLIQUES DE MARCHANDISES NEUVES EN DÉTAIL

I. - PRINCIPES D'INTERDICTION DE CES VENTES POSÉ PAR LA LOI DU 25 JUIN 1841

II. - EXCEPTIONS A CE PRINCIPE

III. - OFFICIERS VENDEURS COMPÉTENTS

IV. - CONTRAVENTIONS ET SANCTION

I

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 25 juin 1841 qui ne fut adopté qu'après de longs débats (1) :

« Sont interdites les ventes en détail de marchandises neuves à cri public, soit aux enchères, soit au rabais, soit à prix fixe proclamé, avec ou sans l'assistance des officiers ministériels. »

Nous avons justifié par avance cette prohibition en

(1) V. *Moniteur* du 4 avril 1841.

montrant que les ventes publiques de marchandises neuves sont essentiellement contraires aux intérêts du commerce sédentaire qu'il faut avant tout protéger.

A cette justification on peut en ajouter de secondaires : c'est que la liberté des ventes publiques de marchandises peut permettre à un commerçant sur le point de faire faillite de soustraire facilement le gage de ses créanciers. En outre, lorsque ce mode anormal de faire le commerce est employé, c'est presque toujours pour tromper les acheteurs.

Nous nous sommes déjà occupés de ce qu'il faut entendre par les expressions « marchandise neuve » et « ventes à cri public ». M. Hébert, lors de la discussion de la loi de 1844, précisait cette dernière expression en ces termes : « Il ne s'agit pas d'enlever au marchand le droit d'annoncer à haute voix sa marchandise ; mais on interdit tout mode de vente qui, malgré de plus ou moins habiles déguisements, réunirait dans la réalité les caractères en même temps que les inconvénients de la vente publique aux enchères. »

La distinction des ventes en détail et des ventes en gros est une question de fait qui doit être laissée à l'appréciation des tribunaux.

Ceux-ci décident en général que la vente de marchandises par unité est une vente de détail (1).

(1) Paris, 31 janvier 1876 et 16 avril 1861 ; Chevalier-Marescq, Rec. de jur. des ventes publiques.

Lorsque la vente est faite par lots ils se basent, pour déterminer son caractère, sur la classe d'acheteurs auxquels le vendeur s'adresse : sont-ce des consommateurs, la vente est « en détail » ; sont-ce des commerçants, la vente est « en gros » (1).

Pourtant, le caractère de la vente est quelquefois déterminé par la loi. Celle-ci, en permettant la vente publique de certaines marchandises en gros, fixe un minimum pour la quotité des lots (2). Au dessous de ce minimum, la vente doit être considérée comme en détail alors même que dans ces limites les lots pourraient être très considérables pour la consommation d'un seul acheteur.

II

Si, en principe, les ventes publiques en détail de marchandises neuves doivent être prohibées comme nuisibles au commerce de détail, ce commerce lui-même peut avoir absolument besoin de se servir de ce mode de vente et la loi de 1844 lui permet d'y avoir recours dans les cas de nécessité. Loi de 1844, article 2 : « ne sont pas comprises dans cette défense les ventes..... faites après cessation de com-

(1) Rennes, 21 déc. 1897, 16 avril 1861 ; Cheval.-Mar., Rec. de jur. ventes publ.

(2) L. du 28 mai 1858 et décret du 12 mars 1859.

merce ou dans tous les autres cas de nécessité dont l'appréciation sera soumise au tribunal de commerce. »

Et pour éviter les abus, l'article 5 de la loi du 25 juin 1841 exige que le tribunal mentionne dans son jugement la cause qui nécessite la vente.

Les partisans de l'interdiction absolue des ventes publiques de marchandises combattaient vivement l'adoption de ce système. Tout au plus acceptaient-ils que dans quelques cas spécialement énumérés, la vente fût permise.

Le Tribunal de commerce, disaient-ils, n'a pas à décider si la loi sera ou non appliquée. Et, en outre, comme il est formé de commerçants, de gros inconvénients se produiront pour celui qui demandera l'autorisation, car il sera obligé de mettre au courant de ses affaires des concurrents.

Les partisans de la liberté soutenaient au contraire le système de l'autorisation sans contrôle par le tribunal de commerce et, dans tous les cas, de nécessité.

Il était impossible, conformément à l'opinion des premiers, d'énumérer de manière complète tous les cas de nécessité qui peuvent se présenter et il était faux de dire que les tribunaux de commerce s'acquitteraient de leurs fonctions d'une manière défectueuse. Dans une foule de cas, ils sont du reste chargés de donner des autorisations.

Le projet était trop étroit, l'amendement trop large. Le moyen terme consistait à exiger du tribunal qu'il re-

connût la nécessité de son autorisation et en mentionnât la cause au jugement, ce qui fut adopté.

Le tribunal est libre d'ailleurs en principe de refuser ou d'accorder son autorisation. Un seul cas fait exception ; c'est celui où il s'agit de cessation de commerce. L'article 2 de la loi de 1841 le mentionne expressément comme échappant à la prohibition de l'article 1^{er}. Le tribunal qui constate une cessation de commerce est donc tenu d'autoriser la vente publique en détail des marchandises qui en dépendent (1).

L'article 3 interdit de donner l'autorisation au commerçant qui n'a pas depuis au moins un an son domicile réel dans l'arrondissement où la vente doit être opérée.

Cet article donne encore au tribunal le pouvoir de fixer à son gré le lieu où se fera la vente et la quotité des lots ; cela afin qu'il puisse rendre cette vente aussi peu nuisible que possible pour le commerce de l'endroit.

Enfin il exige que des affiches énonçant le jugement d'autorisation soient apposées à la porte du lieu où doit se faire la vente.

Une seconde exception est apportée au principe de la loi du 25 juin 1841. Elle s'applique aux comestibles et aux objets de peu de valeur connus dans le commerce sous le nom de menue mercerie. La vente publique de ces objets ne peut présenter aucun inconvénient pour le commerce établi et le législateur dispense même pour

(1) Riom, 26 avril 1899.

ces ventes de l'emploi des officiers ministériels (1).

Pourtant, en ce qui concerne les comestibles, la jurisprudence n'admet comme faisant exception à la loi que ceux dont la conservation est difficile (2).

Enfin la loi, dans son article 2, déclare ses dispositions inapplicables aux ventes de marchandises prescrites par la loi ou faites par autorité de justice et aux ventes après décès ou faillite.

Dans tous ces cas, la vente ne présente plus les mêmes inconvénients pour le commerce établi : ceux qui vendent ne cherchent point à lui faire concurrence ; leur but n'est pas de spéculer.

Pour les ventes forcées et judiciaires, l'article 3 renvoie aux articles 615 et 645 du Code de procédure civile.

Dans le cas spécial de faillite, l'article 4 renvoie à l'article 486 du Code de commerce.

III

Après avoir posé le principe d'interdiction des ventes publiques de marchandises neuves en détail et montré les exceptions à ce principe, voyons maintenant quels officiers sont chargés de vendre les marchandises neuves aux enchères lorsque leur vente est exceptionnellement permise.

(1) Art. 1 et 2 de la loi du 25 juin 1844.

(2) Cass. 13 mai 1843, D. 43. 1. 314.

Avant la loi de 1844, les courtiers contestaient d'une manière absolue aux commissaires-priseurs le droit de procéder aux ventes publiques de marchandises. Ces ventes auraient été de leur compétence exclusive.

La loi du 27 ventôse, disaient-ils, accorde aux commissaires-priseurs le droit de vendre les meubles et effets mobiliers sans parler des marchandises. Or les articles 533 et suivants du Code civil excluent les marchandises des termes « meubles et effets mobiliers ».

La loi du 28 ventôse an IX au contraire donne privilège aux courtiers pour toutes les opérations portant sur des marchandises, notamment pour leur vente, et comme elle ne fait pas de distinction, les courtiers ont en principe le droit de constater les ventes de gré à gré, de procéder aux ventes aux enchères publiques volontaires ou forcées, en gros comme en détail.

Le législateur, ajoutaient-ils, a reconnu lui-même nos droits puisque dans les cas où il autorise la vente de marchandises aux enchères publiques, c'est nous qu'il charge d'y procéder. Il en est ainsi des ventes autorisées par l'article 492 (486 nouv.) du Code de Commerce et par les décrets des 22 novembre 1811 et 17 avril 1812. Et par application des mêmes principes, c'est à nous que doivent revenir les ventes forcées et les ventes judiciaires de marchandises.

Ces prétentions étaient pourtant mal fondées.

Si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi du 28 ventôse an IX qui crée les courtiers, on voit qu'ils

ont été établis pour favoriser le relèvement du commerce qui déperissait à cette époque. Ils étaient créés pour servir d'intermédiaires entre les négociants, faciliter leurs opérations en les rapprochant les uns des autres, et « justifier devant les tribunaux ou arbitres la vérité et le taux des négociations, ventes et achats ».

La nature de ces opérations, leur but, n'a rien de commun avec la vente aux enchères, surtout lorsque cette vente est une mesure d'exécution. Les courtiers sont par essence des agents de spéculation.

Enfin, le rôle d'intermédiaires entre les négociants pour faciliter les opérations de leur commerce exclue en principe pour les courtiers les opérations de détail puisque les commerçants ne font entre eux que des opérations sur marchandises en gros.

Si l'on se reporte ensuite aux travaux préparatoires de la loi du 27 ventôse an IX on constate que cette loi était faite pour rendre aux commissaires-priseurs les fonctions qui, lors de la suppression de ces officiers, étaient passées aux notaires, aux huissiers et aux greffiers de justice de paix. Or ces fonctions comprenaient sans restriction la vente publique de tous les meubles et la loi du 22 pluviôse an VII en faisant allusion à ces fonctions disait : « Les meubles, effets, marchandises, bois, fruits, récoltes et tous autres objets mobiliers ne pourront être vendus publiquement et par enchères que par le ministère d'officiers publics ayant qualité pour y procéder. »

En second lieu, à l'inverse des courtiers, les commis-

saires-priseurs sont par excellence des agents d'exécution.

Enfin, rien dans la nature de leurs fonctions ou dans le texte de la loi ne les oblige à vendre plus spécialement en détail qu'en gros.

Les ventes forcées de marchandises, qui ont toujours été permises sans conteste, devaient donc revenir par l'application des principes d'attribution aux commissaires-priseurs sans que les courtiers puissent en aucune façon y prétendre.

Les ventes après faillites (art. 492, 486 nouv.) Code de commerce et les ventes volontaires en gros permises par les décrets des 22 novembre 1811 et 17 avril 1812, contrairement aux prétentions des courtiers, constituaient des exceptions aux principes généraux d'attribution des ventes publiques de meubles notamment de marchandises aux commissaires-priseurs. Et ces exceptions se justifiaient d'ailleurs facilement.

Les courtiers, par la nature des opérations auxquelles ils se livrent habituellement, sont mieux placés que n'importe qui pour connaître la valeur des marchandises, ils savent par quelles quantités elles se vendent le mieux ; quelle mise à prix sera plus profitable. Il était donc logique de leur confier ces ventes.

La loi du 25 juin 1841 n'a fait qu'appliquer les principes que nous venons de dégager en respectant les exceptions qui avaient pu y être apportées.

Pour les ventes forcées et les ventes judiciaires de mar-

chandises, l'article 3 de cette loi renvoie purement et simplement aux articles 625 et 945 du Code de procédure civile qui reconnaissent la compétence des commissaires-priseurs.

En ce qui concerne les ventes en gros, « elles continueront à être faites, dit l'article 6, par le ministère des courtiers, dans les cas, aux conditions et selon les formes indiquées par les décrets des 22 novembre 1811 et 17 avril 1812, la loi du 15 mai 1818, les ordonnances des 1^{er} juillet 1818 et 9 avril 1819.

Pour les ventes volontaires exceptionnellement permises après cessation de commerce ou pour toute autre cause de nécessité, l'article 5 ordonne au tribunal qui autorise la vente de « décider d'après les règlements d'attributions qui, des courtiers ou des commissaires-priseurs et autres officiers publics, sera chargé de la réception des enchères. Si le tribunal juge qu'il y a lieu, pour ne pas nuire au commerce sédentaire, d'ordonner que la vente soit faite par lots et qu'il s'agisse de marchandises comprises dans les tableaux annexés aux décrets de 1811 et de 1812, la vente sera faite par les courtiers. Sinon, les commissaires-priseurs devront être désignés.

Pour les ventes publiques après faillite, l'article 4 renvoie à l'article 486 (492 ancien) du Code de commerce, en spécifiant que le mobilier du failli, c'est-à-dire ses meubles meublants ne pourra être vendu aux enchères que par le ministère des commissaires-priseurs, notaires, huissiers ou greffiers de justice de paix, confor-

mément aux lois et règlements qui déterminent les attributions de ces différents officiers.

L'article 486 reste donc applicable seulement aux ventes de marchandises.

On est d'ailleurs divisé sur sa portée. Il est ainsi conçu :

« Il (le juge-commissaire) décidera si la vente se fera, soit à l'amiable, soit aux enchères publiques, par l'intermédiaire de courtiers ou de tous autres officiers publics préposés à cet effet. »

D'après les uns, le juge-commissaire doit, pour désigner les officiers publics qui procéderont à la vente, observer les principes que nous venons de dégager : confier la vente aux commissaires-priseurs et aux autres officiers vendeurs de droit commun si elle est faite en détail ; la confier au contraire à un courtier si elle est faite en gros (1).

D'après les autres le juge commissaire a un pouvoir souverain pour désigner la classe d'officiers publics ou sera pris celui qui fera la vente, il n'aura à considérer que l'intérêt de la faillite et pourra aussi bien désigner un courtier pour procéder à une vente en détail qu'un commissaire-priseur pour faire une vente en gros.

La doctrine et la jurisprudence les plus récentes admettent cette manière de voir (2).

(1) *J. Com. pris.*, t. I, p. 1-20 ; Constant, *Fr. jud.*, 13, p. 33 ; Douai, 9 nov. 1887 (rapporté dans l'étude de M. Constant).

(2) Lyon-Caen et Renault, t. VII, pp. 479 et suiv. ; Cass. civ,

Pourtant, il ne faudrait pas aller jusqu'à admettre que le juge commissaire peut désigner pour faire la vente les huissiers ou les notaires ou les greffiers dans la ville où est établi un commissaire-priseur. L'article 486 ne donne le choix qu'entre les courtiers d'un côté et tous les autres officiers préposés à la vente du mobilier de l'autre ; mais il n'indique pas que les règles d'attribution à observer entre les derniers doivent être écartées.

Il n'est dérogé au monopole des commissaires-priseurs qu'en faveur des courtiers.

IV

Aux termes de l'article 7 de la loi du 25 juin 1841, toute contravention aux dispositions de cette loi est punie :

1° De la confiscation des marchandises mises en vente ;

2° D'une amende de 50 à 3.000 francs qui est prononcée solidairement contre le vendeur et contre l'officier public qui peut l'avoir assisté.

Et l'article 8 déclare passibles des mêmes peines les vendeurs ou officiers publics qui comprendraient sciem-

8 mai 1889 ; trib. civ. Tours, 29 juin 1889 ; Paris, 9 mai 1893, sous cass., 5 janvier 1898 ; Chevalier-Marescq, Recueil de jurisprudence des ventes mobilières.

ment dans les ventes faites par autorité de justice, sur saisie, après décès, faillite, cessation de commerce ou dans tout autre cas de nécessité, prévus par l'article 2 de la loi, des marchandises neuves ne faisant pas partie du fonds ou mobilier mis en vente.

On a discuté sur le point de savoir à quelles marchandises doit s'appliquer l'expression « marchandises mises en vente » qu'emploie l'article 7 pour désigner celles qui doivent être confisquées.

Une première opinion interprète cette expression dans un sens large.

L'expression « mises en vente » s'applique non seulement aux marchandises soumises aux enchères, mais encore à toutes les marchandises rassemblées dans le local de la vente et destinées d'une manière certaine à être vendues (1).

Dans une seconde opinion, qui semble plus conforme à l'esprit de la loi, on donne à l'expression « mises en vente » un sens plus étroit : La confiscation ne doit porter que sur les marchandises qui ont été « exposées aux enchères » et sur toutes celles-là (2).

La lecture des travaux préparatoires de la loi du 23 juin 1841 est favorable à cette opinion.

Au début de la discussion, on avait proposé d'interpréter l'expression dans un sens large ; mais en dernier

(1) Rouen, Corr. 29 juin 1843 et 21 juillet 1853, trib. corr. du Mans, 16 mars 1894.

(2) Paris. Corr., 26 mai 1842.

lieu, un membre de la Commission chargée d'étudier le projet, expliqua que la confiscation devait être restreinte aux objets du délit proprement dits et que dans les ventes faites par la voie des enchères, les objets du délit sont les marchandises qui ont été ou vendues ou exposées à l'enchère et celles-là seules qui l'ont été contrairement aux défenses de la loi (1).

La simple exposition dans la salle de vente ne saurait donc entraîner la confiscation des marchandises ainsi exposées.

Des acheteurs de marchandises vendues en contravention à la loi du 25 juin 1841 ont voulu restreindre encore l'étendue de la confiscation.

Ils prétendaient que les marchandises achetées par eux étaient devenues leur propriété et que dès lors il n'était plus possible de les confisquer. Mais un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (2) a repoussé avec raison cette doctrine en décidant que la confiscation d'un objet qui a servi à commettre un délit, n'a rien de personnel, mais affecte au contraire la chose et permet alors de la suivre en quelques mains qu'elle se trouve. Il n'est pas possible de se retrancher contre le ministère public derrière les principes du droit civil sur la possession des meubles et sur le droit de suite.

Certains contrevenants à la loi du 25 juin 1841 ont es-

(1) Douai, 3 août 1858 ; Cass., 12 avril 1844 ; Douai, corr., 13 mai 1844 ; cass., 3 juill. 1886 ; Amiens, 23 avril 1850.

(2) 29 janvier 1842.

sayé de se soustraire aux peines que prononce son article 7 en excipant de leur bonne foi ; mais les tribunaux ont toujours repoussé avec raison leurs prétentions « attendu, dit un arrêt de la Cour de Riom du 5 janvier 1880 (1), que s'agissant d'un délit qui ne présuppose pas une intention frauduleuse (délict-contravention) il n'y a pas à rechercher si les prévenus étaient ou non de bonne foi. » La bonne foi ne saurait être prise en considération que pour la modération de la peine (2).

Si les peines prononcées par l'article 7 frappent tous ceux qui mettent en vente publique des marchandises neuves, sauf dans les cas exceptionnellement permis, elles ne doivent pas être prononcées contre ceux qui ont seulement préparé une vente en exposant par exemple les marchandises dans une salle de vente avec des affiches annonçant la mise aux enchères prochaine (3).

Les infractions à la loi de 1844 sont des délits correctionnels. Or, à défaut de commencement d'exécution, la tentative de ces délits n'est assimilée aux délits mêmes que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi qui n'existe pas ici (4-5).

(1) S. 81. 2. 233. V. aussi Paris, 26 mai 1842, S. 42 2. 295, et Douai, 13 mai 1884. En ce sens, Lyon-Caen et Renault, t. III, p. 176, n° 220.

(2) Douai, 13 mai 1884.

(3) Cass. (crim.), 12 avril 1844 ; Douai, 13 mai 1884 ; Cass., 3 juillet 1886 ; Nancy, 4 nov. 1886.

(4) C. pénal, art. 3, L. 25 juin 1844, art. 7.

(5) Une proposition de loi de MM. Maurice Sibille et Gustave Roche

Pour éviter les peines rigoureuses que prononce l'article 7, des vendeurs se sont fait autoriser à vendre en alléguant une cessation de commerce ou une autre cause de nécessité fausse ou bien ont fait pratiquer des saisies sur les marchandises qu'ils voulaient vendre.

Il y a lieu lorsque la simulation est prouvée d'appliquer aux autorisations obtenues et aux saisies l'adage *fraus omnia corrumpit*, de ne tenir aucun compte de ces autorisations et de ces saisies et de prononcer contre les vendeurs la confiscation des marchandises et l'amende prescrite par l'article 7 (1).

En outre des peines correctionnelles qui les frappent, les contrevenants aux dispositions de la loi du 25 juin 1841 peuvent se voir encore condamner à payer des dommages intérêts à toute personne pour laquelle la vente a été nuisible : notamment aux commerçants de la région.

Dans le cas où l'action civile est intentée en même temps que l'action correctionnelle, elle doit être portée, sans doute possible à cet égard, devant la juridiction civile conformément à l'article 3 du Code d'instruction criminelle.

Dans le cas où l'action en dommages-intérêts est intentée séparément de l'action correctionnelle, par un com-

(*J. Off.*, Doc. parl., Ch. des dép. 1894, pp. 2012 et 1898, Ch. des dép., p. 631) demandait que dans le cas qui nous occupe la tentative du délit fût assimilée au délit lui-même

(1) Agen, corr. 1^{er} juillet 1884, *Le Droit*, 16 septembre 1881 ; Le Mans, 16 mars 1894 (analogie).

merçant et à l'occasion de son commerce (1), il demande réparation d'un délit commercial et le Tribunal de commerce doit être déclaré compétent (2), en vertu de la théorie de l'accessoire.

(1) Lyon-Caen et Renault, t. I. n° 174 *bis* et 177.

(2) Lyon-Caen et Renault, t. III, n° 220; Bordeaux, 26 février 1884, S. 84. 2. 142; Cass., 2 mai 1869, S. 69. 1. 430; Rouen, 9 août 1886; Paris, 24 janvier 1886, D. 86. 2. 128.

CHAPITE III

DES VENTES PUBLIQUES DE MARCHANDISES NEUVES EN GROS

I. - RÉGIME DES DÉCRETS DU 22 NOVEMBRE 1811
ET DU 17 AVRIL 1812

II. - RÉGIME DE LA LOI DU 28 MAI 1858

III. - RÉGIME DE LA LOI DU 3 JUILLET 1861

I

Nous avons vu que les ventes publiques de marchandises en gros doivent être encouragées mais qu'il est nécessaire en même temps de prendre des précautions pour les empêcher de nuire au commerce du détail en cachant de véritables ventes au détail.

Pour atteindre ce double but, les décrets des 22 novembre 1811 et 17 avril 1812 permirent, par exception à la prohibition générale des ventes publiques de marchandises neuves qu'ils admettaient tacitement, de vendre des marchandises en gros en imposant plusieurs conditions aux vendeurs :

1° On ne pouvait vendre que les marchandises comprises dans un tableau annexé au décret de 1812. Ces marchandises que le tableau énumérait nominativement étaient presque toutes des denrées alimentaires ou des matières premières, marchandises peu susceptibles d'amener par leur vente un trouble sur le marché ;

2° La vente devait être faite par lots d'au moins 2.000 francs à Paris, d'au moins 1.000 francs sur les autres places, sans qu'ils puissent être supérieurs à 5.000 francs ;

3° La vente ne pouvait avoir lieu qu'à la Bourse ;

4° Il fallait que la vente fût autorisée par le Tribunal de commerce.

Les officiers vendeurs compétents étaient les courtiers auxquels la loi donnait privilège pour ces ventes en raison de leurs connaissances spéciales en matière de commerce.

Malgré de légères atténuations apportées par l'ordonnance du 9 avril 1819, notamment l'abaissement du minimum des lots et l'autorisation de vendre ailleurs qu'à la Bourse, ce régime était très sévère. Les villes comme Bordeaux, Nantes, Le Havre et Marseille, poussées à cela par l'exemple des villes hanséatiques si florissantes, réclamèrent du gouvernement au moins une atténuation du système rigoureux des décrets de 1811 et 1812.

II

Le 27 mars 1858 une proposition fut déposée sur le bureau du corps législatif pour satisfaire ces réclamations :

Elle supprimait la nécessité de l'autorisation du Tribunal de commerce et annonçait un règlement d'administration publique (1) destiné à régler la quotité des lots, les questions relatives aux lieux de vente et à prescrire toutes les mesures nécessaires pour protéger l'intérêt des créanciers contre les fraudes d'un débiteur de mauvaise foi.

« L'autorisation du Tribunal de commerce, disait l'orateur du gouvernement (2), était sans doute motivée par cette triple considération qu'elle serait une protection pour le commerce établi, qu'elle préviendrait les fraudes des négociants de mauvaise foi voulant dérober leur actif à leurs créanciers et enfin qu'elle contribuerait à prévenir les crises qui peuvent résulter des réalisations de marchandises faites avec imprudence et dans des proportions de nature à écraser le marché. »

Il expliquait ensuite que les seuls qui peuvent soutenir des ventes publiques en gros sont les commerçants de gros et de demi-gros ; que ces commerçants ne sont pas indispensables et que le jour où l'on donnerait une

(1) Décret du 12 mars 1859 modifié par le décret du 30 mai 1863.

(2) Séance du 27 mars 1858, *Moniteur* du 11 avril.

plus grande liberté aux ventes publiques de marchandises, ils auraient le temps de transformer leur commerce.

« La question des crises, disait-il, est la plus sérieuse ; mais il faut remarquer que les tableaux de marchandises pouvant être vendues en gros, ne renferment que des matières premières et des produits exotiques et pas d'objets manufacturés. Cela réduit considérablement les dangers de crises qui sont moins à craindre sur ces marchandises. »

« De toutes façons, l'autorisation du Tribunal de commerce, ne peut en rien prévenir les crises : La situation des tribunaux de commerce, le point de vue de l'intérêt privé dans lequel les maintiennent forcément leurs occupations habituelles ne les rendent pas juges compétents des besoins de l'intérêt général. »

« La seule protection efficace contre les crises véritablement périlleuses se trouve dans une nomenclature limitative des marchandises susceptibles d'être vendues aux enchères, annexées à la loi et dans le droit réservé au gouvernement de modifier cette nomenclature. »

A l'époque où cette loi était présentée, un projet relatif aux prêts sur warrants était mis également à l'étude. Il y avait une sorte de solidarité entre ces deux projets, car il fallait bien, après avoir facilité les emprunts sur marchandises, rendre aussi plus économique et plus simple la liquidation de ces marchandises et faciliter aussi la libération des emprunteurs. Les deux lois, après une discus-

sion simultanée furent votées le même jour, le 28 mai 1858, sans modification importante du moins pour la loi sur les ventes.

Cette loi permet la vente volontaire aux enchères, en gros, et sans autorisation du Tribunal de commerce, des marchandises comprises au tableau qui lui est annexé. Et ce tableau peut être modifié, soit d'une manière générale, soit pour une ou plusieurs villes par un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique et après avis des Chambres de commerce.

En fait, de nombreuses modifications y ont été apportées (1).

Un règlement d'administration publique fut rendu le 12 mars 1859 en conformité de l'article 7 de la loi et peu de temps après, un décret du 30 mai 1863 vint le modifier et le compléter.

Aux termes de l'article 25 de ce règlement, le minimum des lots est de 500 fr. d'après l'évaluation approximative au cours moyen des marchandises et le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics peut, par arrêté rendu après avis de la Chambre de commerce ou de la Chambre consultative des arts et manufactures, élever ou abaisser ce minimum dans chaque localité pour certaines classes de marchandises (2). Pour

(1) V. notamment décret du 30 mai 1863, décret du 17 août 1888.

(2) Arrêtés du 30 mai 1863 et du 20 août 1888.

beaucoup de marchandises il a usé de ce droit en autorisant à les vendre par lots de 300 fr. de 200 fr. et de 100 fr.

L'article 1^{er} de la loi du 28 mai 1838 donne compétence aux courtiers pour les ventes publiques de marchandises en gros. Les articles 77 et 78 du Code de commerce établissaient un privilège pour les courtiers de commerce qui étaient alors des officiers ministériels. L'article 78 a été remplacé par la loi du 18 juillet 1866. Cette loi décrète la liberté du courtage des marchandises et permet aux Tribunaux de commerce de dresser une liste des courtiers de marchandises de la localité qui auront demandé à y être inscrits en exigeant de ces derniers certaines conditions de moralité, de capacité et de solvabilité, la prestation de serment devant le Tribunal et la soumission en ce qui concerne la discipline de leur profession à la juridiction d'une chambre syndicale dont la loi s'occupe par la suite.

C'est désormais parmi ces courtiers inscrits seuls que doivent être choisis ceux qui procéderont aux ventes publiques de marchandises en gros (1).

S'il n'y a pas de liste établie dans la ville où doit avoir lieu la vente, le président du Tribunal de Commerce désigne un courtier pour procéder à la vente, sur la requête des parties intéressées.

Le lieu de la vente est déterminé par l'article 20 du

(1) L. 18 juillet 1866, art. 4.

décret du 12 mars 1859 : « il sera procédé aux ventes publiques, dit cet article, à la Bourse ou dans les salles autorisées, conformément au présent décret (1) ; toutefois, le courtier est autorisé à vendre sur place dans le cas où la marchandise ne peut être déplacée sans préjudice pour le vendeur et où, en même temps, la vente ne peut être convenablement faite que sur le vu de la marchandise.

Le courtier peut également vendre sur place s'il n'existe pas de bourse ni de salle de vente autorisée dans la commune où la marchandise est déposée.

Les articles 21, 22 et 23 indiquent des mesures de publicité destinées à éviter les fraudes possibles au préjudice des créanciers du commerçant vendeur et prescrivent en même temps une exposition préalable des marchandises deux jours au moins avant la vente, avec toutes facilités pour le public de les examiner et de les vérifier, et la rédaction d'un catalogue détaillé, sorte de cahier des charges.

La publicité consiste en une annonce faite trois jours au moins à l'avance dans l'un des journaux désignés pour les annonces judiciaires de la localité et en une apposition d'affiches à la Bourse, à la porte du local où doit être faite la vente et du magasin où les marchandises sont déposées.

(1) V. à ce sujet décret du 12 mars 1859, titre I, et Lyon-Caen et Renault, t. III, n° 233 *bis*.

L'exposition préalable et le catalogue sont destinés à assurer dans la mesure du possible la loyauté des ventes. L'exposition préalable ne peut être supprimée que si les marchandises ne peuvent y être soumises sans inconvénient et en ce cas il faut obtenir une dispense du président du Tribunal de commerce du lieu de la vente et prendre des mesures pour que le public puisse examiner les marchandises avant qu'il soit procédé à la vente.

Il n'existe d'exceptions à cet égard qu'en ce qui concerne les ventes hebdomadaires des suifs en branches (1) et sur la place de Marseille les ventes mensuelles de cuirs verts (2). Ces ventes sont permises d'avance sans exhibition matérielle. Seule l'autorisation du Président du Tribunal de commerce est nécessaire.

En ce qui concerne la vente proprement dite, l'article 2 de la loi du 28 mai 1838 renvoie aux dispositions de la loi du 22 pluviôse an VII qui oblige l'officier vendeur à faire une déclaration de vente au bureau de l'enregistrement et à dresser un procès-verbal de ses opérations. Ce procès-verbal est dressé sur un registre coté et paraphé conformément à l'article 11 du Code du commerce (3).

En outre, lors de la vente, le courtier doit inscrire immédiatement sur le catalogue, en regard de chaque lot,

(1) Décret 4 déc. 1874.

(2) Décret 23 mai 1863.

(3) Décret du 12 mars 1859, article 26.

les nom et domicile de l'acheteur ainsi que le prix d'adjudication (1).

La loi du 28 mai 1838 (2) abaisse le droit d'enregistrement précédemment fixé à 0 fr. 50 % par la loi du 15 mai 1818 à 0 fr. 10 %.

Quand au droit de courtage, il ne peut, en aucun cas, excéder le droit établi pour les mêmes sortes de marchandises vendues de gré à gré et pour le fixer la loi (art. 3) donne pouvoir au ministre du commerce qui le fixe pour chaque localité après avis de la Chambre et du Tribunal de commerce.

Le Tribunal de commerce a enfin compétence pour trancher toutes les difficultés qui peuvent s'élever au sujet des ventes publiques en gros (3). Mais cette compétence ne s'applique pas aux contestations entre les divers officiers vendeurs de meubles, relativement à leurs attributions. C'est alors le tribunal civil qui est compétent (4).

III

Le mouvement favorable aux ventes publiques de marchandises en gros devait amener une nouvelle modi-

(1) Décret 1859, art. 24.

(2) Art. 4.

(3) L. 28 mai 1838, art. 5.

(4) Paris, 11 janvier 1881; Lyon-Caen et Renault, t. III, p. 182, note 2.

fication importante dans la législation qui les régit.

La loi du 28 mai 1858 permet bien de procéder à des ventes en gros, sans autorisation, mais il faut toujours se conformer au tableau qui lui est annexé. Il y avait donc des marchandises qu'on ne pouvait jamais vendre en gros aux enchères publiques.

Lorsqu'un stock de ces marchandises appartenait à un commerçant qui cessait le commerce ou qui se trouvait dans la nécessité de réaliser son actif il n'avait que deux moyens à sa disposition : vendre de gré à gré ou bien vendre publiquement en détail en se conformant à la loi du 25 juin 1844. Cela pouvait lui être très préjudiciable.

Lors même qu'il s'agissait de marchandises inscrites au tableau, le minimum souvent élevé de la valeur des lots pouvait encore être nuisible.

Une loi du 3 juillet 1861 a modifié cet état de choses.

« Les Tribunaux de commerce, dit son article 1^{er}, peuvent, après décès ou cessation de commerce et dans tous les autres cas de nécessité dont l'appréciation leur est soumise, autoriser la vente aux enchères en gros des marchandises de toute espèce et de toute provenance.

« L'autorisation est donnée sur requête ; un état détaillé des marchandises est joint à la requête »

« Le Tribunal constate par son jugement le fait qui donne lieu à la vente ».

Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine (1)

(1) 1^{er} mai 1899, *Le Droit*, n^o du 19 mai 1899.

a décidé que l'autorisation ne peut être donnée qu'à un commerçant. Pour le soutenir il s'appuie sur ce fait que la loi de 1861 a été en quelque sorte calquée sur celle de 1841 et que la disposition de cette dernière qui ne permet d'accorder l'autorisation qu'à un commerçant sédentaire résidant depuis plus d'un an, a été rappelée lors de la discussion de la loi de 1861.

L'article 2 donne compétence pour ces ventes aux courtiers de commerce et décide d'une manière explicite que toutes les autres ventes « qui sont autorisées ou ordonnées par la justice consulaire dans les divers cas prévus par le Code de Commerce (1) seront faites également par leur ministère.

Mais après avoir posé ce principe, le même article donne au Tribunal ou au juge qui ordonne ou qui autorise la vente le droit de désigner pour y procéder une autre classe d'officiers publics et dans ce cas, l'officier public désigné, quel qu'il soit, est soumis aux dispositions qui régissent les courtiers relativement aux formes, aux tarifs et à la responsabilité.

L'article 3 déclare les dispositions des articles 2 à 7 inclusivement de la loi du 28 mai 1858 applicables aux ventes autorisées ou ordonnées par la justice consulaire et dont s'occupent les deux articles précédents. En vertu de l'article 7 de la loi de 1858, le décret du 12 mars 1859 modifié par celui du 30 mai 1863 leur est donc appli-

(1) Art. 106, 234, 303 par exemple.

cable et en ce qui les concerne spécialement un décret du 6 juin 1863 modifie celui de 1859 en exigeant que les affiches et le catalogue par lui prescrits (art. 21 et 22) énoncent la décision judiciaire qui a autorisé ou ordonné la vente. Il veut également que cette énonciation soit insérée au procès-verbal de vente (1).

Ce même décret du 6 juin 1863 abaisse à 100 fr. le minimum de la valeur des lots pour les ventes de marchandises de toute espèce ordonnées ou autorisées dans les cas prévus par la loi du 3 juillet 1861 et permet même au Tribunal ou au juge qui ordonne ou autorise la vente de le fixer à un chiffre inférieur.

Dans ce dernier état de la législation, celui qui peut invoquer à l'appui de sa demande une cause de nécessité doit être autorisé à vendre publiquement en gros n'importe quelle marchandise, même non mentionnée sur les tableaux des décrets de 1812 de la loi de 1858 et des décrets de 1859 et 1888. Pour les marchandises mentionnées sur ces tableaux, toujours en invoquant un cas de nécessité il peut se faire autoriser à les vendre par lots de 100 fr. ou même d'une valeur inférieure et par l'intermédiaire d'un autre officier public qu'un courtier.

Enfin, s'il ne peut invoquer une cause de nécessité, seules les marchandises mentionnées sur les tableaux annexés aux lois et décrets cités peuvent être vendues.

(1) Décret 6 juin 1863, art. 2.

Les courtiers ont alors seuls le droit d'y procéder et la valeur des lots ne peut être inférieure aux minima fixés par l'article 25, alinéa 1, décret 1839 et par les arrêtés du Ministre du commerce qui l'ont suivi.

TROISIÈME PARTIE

RÈGLES SPÉCIALES A DIVERSES VENTES PUBLIQUES

CHAPITRE PREMIER

VENTES PUBLIQUES D'OBJETS QUI NE DEVIENNENT MEUBLES QU'APRÈS LA VENTE

Lorsqu'un objet attenant au sol en est séparé, il devient meuble. Il en est ainsi des produits minéraux et végétaux et des matériaux de démolition.

Très souvent, on procède à la vente de ces sortes d'objets avant que leur séparation du sol soit faite.

Si la vente a lieu aux enchères publiques, il se produit un conflit d'attributions entre les diverses classes d'officiers vendeurs.

Les notaires prétendent qu'à moins de texte exceptionnel, ils ont seuls le droit de faire ces ventes. D'après les commissaires-priseurs, au contraire, les ventes publiques d'objets adhérents au sol mais destinés à en être séparés

sont régies en principe par le droit commun des ventes publiques mobilières.

Pour soutenir leurs prétentions, les notaires affirment que la vente publique d'un objet qui adhère au sol est toujours immobilière, même quand cet objet doit en être séparé dans un délai très court. Le caractère mobilier ou immobilier d'une vente, disent-ils, dépend du caractère même de l'objet sur lequel elle porte, envisagé au moment où elle est conclue. Peu importe que cet objet soit destiné dans la suite à changer de caractère. Or, il n'est pas douteux que les objets adhérents au sol sont immeubles ; les articles 518 à 522 du Code civil sont formels sur ce point.

En second lieu, que la vente soit immobilière ou mobilière, les objets vendus ne sont pas susceptibles d'une tradition complète immédiate : un titre de créance est nécessaire à l'acheteur. Or les titres de créance ne peuvent être établis que par les notaires.

A première vue, cette argumentation pourrait sembler convaincante. C'est pourtant parmi les ventes mobilières qu'il faut ranger les ventes d'objets adhérents au sol mais destinés à en être détachés.

En ce qui concerne le dernier argument, nous avons vu que rien ne s'oppose à ce qu'un commissaire-priseur vende à terme et délivre à ce sujet les titres de créance nécessaires.

Quant aux articles 518 à 522 du Code civil, ils ne concernent pas le cas qui nous occupe : Ils ne sont écrits

que pour régler la situation des récoltes ou autres objets adhérents au sol, lorsque ces objets appartiennent au même propriétaire que le sol ou qu'ils doivent être transmis simultanément avec le fonds. Mais, si on les considère comme destinés à passer dans d'autres mains que celles du propriétaire du fonds et comme devant être vendus séparément, bien qu'ils soient encore adhérents au sol, ils perdent leur caractère immobilier. Ils doivent être assimilés à des objets déjà séparés et cette assimilation n'est certainement pas plus choquante que la fiction d'après laquelle on considère comme immeubles, les instruments de culture et le bétail d'une ferme. Dans le cas qui nous occupe, la fiction est absolument passagère et consiste seulement à supprimer le délai nécessaire pour que la séparation soit possible.

Tout dénote chez les parties l'intention de traiter sur un objet mobilier, et l'on sait que dans les contrats la volonté des parties est souveraine.

En outre il y a presque toujours un délai fixé pour l'enlèvement des choses vendues.

Enfin, les articles 634 et 635 relatifs aux saisies et aux ventes de récoltes sur pied considèrent ces objets comme mobiliers. Les lois des 22 frimaire et 22 pluviôse an VII font de même.

On objecte que ces textes ne sont pas des textes de définition. Mais cette objection ne porte pas.

« Les différentes parties du droit ont entre elles des rapports nécessaires, inévitables. La législation est pour

ainsi dire une grande chaîne dont les lois particulières sont autant d'anneaux qui se lient et se tiennent les uns aux autres. Quand le législateur a créé un principe, les lois qu'il rend ensuite par l'application de ce principe l'expliquent, le fortifient et servent à l'interpréter. Ainsi la loi de l'enregistrement établissant la perception du droit sur la distinction des biens en meubles et immeubles peut être à juste raison invoquée pour discerner un objet mobilier d'une chose immobilière ; c'est montrer l'application du principe par le législateur lui-même. »

Les ventes publiques d'objets adhérents au sol mais destinés à en être séparés étant mobilières, les commissaires priseurs, notaires, huissiers et greffiers de justice de paix sont compétents pour y procéder suivant les règles du droit commun.

Telle avait d'abord été l'avis de la Cour de cassation (1). Mais bientôt elle modifia sa jurisprudence en exigeant d'abord que la vente fût faite au comptant et en repoussant ensuite de manière absolue les prétentions des commissaires-priseurs.

Les Cours d'appel résistaient. Le débat menaçait de s'éterniser et en fait, sans tenir aucun compte des lois sur les ventes publiques, huissiers, greffiers, notaires vendaient en concurrence avec les commissaires-priseurs sans distinction entre les lieux de résidence de ces derniers et les autres endroits.

(1) Cass. 25 février 1812, 24 mars 1815, 8 mars 1820.

Pour mettre un terme à ces désordres, un arrêt du 8 juin 1831 décida qu'il en serait référé au Roi pour qu'il fût procédé à l'interprétation de la loi sur ce point.

Le Conseil d'État reconnut la nature mobilière des ventes publiques d'objets adhérents au sol destinés à en être détachés, mais en invitant le législateur à maintenir la concurrence entre tous les officiers vendeurs de meubles telle qu'elle existait en fait. Le motif de ce vœu était que les ventes publiques de récoltes sur pied, catégorie principale des objets qui nous occupent, se font généralement pendant un laps de temps très court et qu'il serait à peu près impossible aux commissaires-priseurs de procéder seuls à ces ventes dans les endroits où s'exerce leur monopole.

Un projet de loi en ce sens fut déposé par le gouvernement en 1833. Une divergence de vues entre les deux Chambres sur la question des ventes à terme empêcha la loi d'être votée avant la fin de la législature.

Il fut repris en 1840 dans le projet de loi générale sur les ventes publiques mobilières. Mais ce projet n'aboutit pas non plus.

On le reprit encore en 1848 et M. Sainte-Beuve le fit enfin aboutir après lui avoir fait subir plusieurs modifications à la loi du 5 juin 1831, spéciale aux ventes publiques volontaires de fruits et de récoltes pendants par racines et des coupes de bois taillis.

Article Premier. — « Les ventes publiques, volontaires, soit à terme, soit au comptant, de fruits et de ré-

coltes pendants par racines et des coupes de bois taillis seront faites en concurrence et au choix des parties, par les notaires, commissaires-priseurs, huissiers et greffiers de justice de paix, même dans le lieu de la résidence des commissaires-priseurs. »

Le projet avait une portée générale : l'article 1^{er} disait : « les récoltes et autres objets adhérents au sol ». Mais le dernier membre de phrase fut supprimé comme pouvant donner lieu à des difficultés d'interprétation. On décida de laisser les ventes des objets qu'il désigne sous le régime du droit commun et nous avons vu que c'est aux commissaires-priseurs seuls dans le lieu de leur résidence qu'elles reviennent. Elles sont du reste peu fréquentes et la concurrence ne présenterait ici aucun avantage.

La loi étant réduite aux récoltes et aux fruits pendants par racines et aux coupes de bois taillis, on voulut réunir ces différents objets sous une seule expression. Mais celles qu'on proposa étaient trop larges ou trop étroites : « produits périodiques » comprenait les futaies aménagées ; « produits périodiques annuels » excluait les bois taillis et même certaines récoltes. Or, on voulait laisser en dehors de la loi les futaies aménagées car la distinction d'une futaie aménagée d'une futaie non aménagée est difficile et eût amené des difficultés sans compter que les motifs qui faisaient adopter la concurrence entre les officiers vendeurs n'existaient pas à leur égard ; et d'autre part on voulait comprendre dans la loi les bois taillis et autres récoltes non annuelles.

Les ventes publiques volontaires de récoltes et de fruits pendants par racines et de bois taillis sont donc les seules qui puissent être faites en concurrence par tous les officiers vendeurs de meubles même au lieu de résidence des commissaires-priseurs. Pour toutes les autres, le droit commun s'applique.

Pourtant il convient de remarquer qu'en matière de vente sur saisie brandon (1), la loi prescrit quelques mesures spéciales relatives à la publicité (articles 629 à 633, C. proc. civ.).

(1) Livre V, titre IX, C. pr. civ.

CHAPITRE II

VENTES PUBLIQUES DE NAVIRES

I. - VENTES SUR SAISIES. — II. - VENTES JUDICIAIRES

III. - VENTES VOLONTAIRES

I

La vente sur saisie des navires est soumise à une législation spéciale qui se trouve dans le livre II titre II du Code de commerce modifié par la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime ; mais cette législation ne s'applique pas indistinctement à tout bâtiment destiné à la navigation et il est nécessaire de préciser son champ d'application.

§ 1. — A quels bâtiments s'applique la législation spéciale aux ventes de navires sur saisies.

Il est d'abord certain que les bâtiments servant à une navigation fluviale ne sont pas soumis à cette législation.

On pourrait en douter en lisant la rubrique du titre II du livre II du Code de commerce qui parle d'une façon générale des « navires » (1).

« Mais, dit M. Desjardins (2), l'étude des travaux préparatoires du Code de commerce ne peut laisser subsister aucun doute sur ce point. »

« Les Tribunaux d'appel de Bruxelles, de Rouen et de Toulouse exprimèrent inutilement le vœu qu'on ajoutât au projet quelques dispositions sur la navigation intérieure. Malgré la rubrique du livre II : « des navires et autres bâtiments de mer », le Conseil supérieur de Cologne demanda si les mots « tous navires et autres bâtiments » par lesquels débutait le premier article du livre II, s'appliquaient sans distinction à tous les bâtiments. »

« La réponse du législateur fut catégorique : là où le projet ne portait que ces mots « les bâtiments » il écrivit « les bâtiments de mer ».

En outre, le législateur a déclaré certaines dispositions du livre II, Code de commerce, exceptionnellement applicables aux bâtiments de rivière (4). C'est donc que d'une manière générale, toutes les dispositions de ce livre ne leur sont pas communes avec les « bâtiments de mer ».

Enfin, l'article 107, Code de commerce, assimile le trans-

(1) La Cour de Rennes a même appliqué l'art. 215 C. co. aux bâtiments de rivière (21 mars 1842).

(2) T. I, p. 77.

(3) Art. 335 par exemple.

port par eaux intérieures au transport ordinaire par commissionnaire ou voiturier (1).

Il est donc certain que les dispositions du livre II du Code de commerce et les lois qui les ont modifiées par la suite s'appliquent uniquement, en principe, aux « bâtiments de mer ».

Le critérium qui servira à distinguer un « bâtiment de mer » sera son « affectation habituelle » et cela seul. Tel bâtiment navigue-t-il normalement en mer, ce sera un bâtiment de mer. Navigue-t-il sur les rivières et canaux, ce sera un « bateau de rivière » (2).

Il n'est pas nécessaire du reste, pour ranger un navire dans l'une ou l'autre catégorie, qu'il soit affecté exclusivement à l'une ou l'autre navigation. Lorsqu'il fera un service mixte, on considérera l'affectation habituelle principale.

Mais, pour qu'un bâtiment puisse être qualifié « bâtiment de mer », encore faut-il :

1° Qu'il s'agisse d'un bâtiment capable de « naviguer ». Un ponton, une allège, ne semblent pas remplir cette condition ; ils n'ont aucun moyen propre d'action (3) ;

(1) Bordeaux, 5 juillet 1870, D. 71. 2. 138 ; Cass., 7 avril 1874, D. 74. 4. 291.

(2) Desjardins, t. I, pp. 80 et s. ; Lyon-Caen et Renault, t. V, p. 62, n° 89 ; Autran, *Revue internationale de droit maritime*, t. XV, p. 695 ; Constant, *France judiciaire* 1893, I, pp. 183 et s. ; Alexandrie, 18 mai 1886, *Rev. int. de dr. marit.*, II, pp. 204 et 787 ; Cass., 10 janv. 1898, *ibid*, X, p. 614 ; 20 fév. 1844, Dalloz, *Répertoire*, n° 1268.

(3) Saint-Nazaire, 23 mars 1889, *Rev. inter. de dr. marit.*, t. V,

2° Que l'on détermine à quel endroit la navigation fluviale cesse, à quel endroit la navigation maritime commence. Pour cela, on devra se baser sur la réalité matérielle sans s'occuper des atteintes qui peuvent lui être portées par certaines dispositions spéciales et dans des cas déterminés : le décret du 19 mars 1852, article 1^{er}, relatif au rôle d'équipage notamment, ne devra avoir aucune influence sur la détermination du caractère juridique d'un navire (1).

En dehors de l'affectation habituelle principale, il n'y aura à s'occuper pour déterminer le caractère d'un navire d'aucune autre considération : ni la durée de la navigation (2), ni le tonnage (3), ni la structure ne sauraient avoir d'influence sur ce caractère. Le tonnage et la structure du navire ne pourront avoir une influence que s'il s'agit de déterminer le caractère d'un bâtiment qui n'a encore jamais navigué. Il serait absurde par exemple de prétendre qu'un navire de six mille tonnes qui est en chantier est destiné à une navigation fluviale ou qu'une péniche de construction légère sera affectée à un service maritime (4).

p. 55 ; Nantes, 25 mai 1889, Rec. jurispr. de Nantes, 89. 1. 263 ; Rennes, 9 juin 1890, S. 92. 1. 308 ; Cass., 22 juillet 1896, S. 97. 1. 81.

(1) De Vabroger, I, p. 86 ; Bordeaux, 5 juillet 1870, D. 71. 2. 138.

(2) *Rev. int. de dr. marit.*, II, p. 196 ; Bruxelles, 14 juillet 1886, et la note ; v. pourtant Constant, *Fr. jud.*, 1893, I, p. 183.

(3) Cass., D. 74. 1. 29, 74. 1. 105.

(4) 18 fév. 1887, *Rev. int. de dr. marit.*, II, p. 651, et 10 juil. 1888, IV, p. 131.

Doit-on appliquer la législation spéciale du livre II C. C. aux bâtiments de plaisance qui naviguent habituellement en mer ? La jurisprudence l'admet (1). Mais une partie de la doctrine se prononce en sens contraire :

Le législateur, dit-elle, ne s'est occupé des bâtiments de mer que dans le Code de commerce et celui-ci n'a été fait que pour le commerce, les commerçants et les instruments du commerce parmi lesquels il est impossible de placer les « navires de plaisance ».

Quant aux motifs qui ont poussé le législateur à déroger aux principes généraux pour les « bâtiments de mer », ils sont tirés de l'intérêt du commerce, ce qui exclue encore les bâtiments de plaisance.

Et le résultat auquel on arrive dit M. Lyon-Caen, consiste à appliquer aux bâtiments de plaisance les règles du droit commun (2).

Tout navire qui n'est pas un bâtiment de mer reste soumis au droit commun et il en est de même pour tous les bâtiments de mer qui jaugeant moins de 10 tonneaux. L'article 620 du Code de procédure civile prescrit seulement à leur égard quelques mesures supplémentaires de publicité.

Enfin le mot navire désigne de plein droit le navire proprement dit et tous les objets qui en sont les acces-

(1) Paris, 17 mars 1904, *Rev. int. de dr. marit.*, 20^e année, p. 22 et les renvois. En ce sens, Autran, *Rev. int. de dr. marit.*, 15^e année, p. 694, t. X, p. 178 et t. XVIII, p. 361.

(2) *Rev. crit.* 1903, p. 527. V. aussi, *Rev. crit.* 1905, p. 528.

soires et qui lui sont nécessaires pour prendre la mer, c'est-à-dire les agrès, les apparaux, les victuailles, les armes et les minutions. C. Co. art. 200 (1).

§ 2. — De la vente sur saisie.

La procédure de vente sur saisie des bâtiments de mer est régie par le livre II, titre II du Code de commerce, modifié par les articles 23 à 32 de la loi du 10 juillet 1885 sur l'hypothèque maritime.

Cette procédure a une très grande analogie avec celle des ventes sur saisies immobilières et cela est naturel puisqu'en raison de leur importance, la loi assimile dans la mesure du possible les navires, objets mobiliers par nature, à des immeubles.

Comme les ventes sur saisies immobilières, celles des navires saisis sont faites en principe par ministère d'avoué devant le Tribunal civil. Cette compétence souleva même, lors de la discussion de la loi du 10 juillet 1885, une vive opposition dans les Chambres et ne fut admise qu'après de longs débats.

Comme en matière immobilière, la vente ne peut avoir lieu qu'en exécution d'un jugement du Tribunal.

Y a-t-il lieu pour l'avoué poursuivant de déposer au

(1) De Vabroger, t. I, p. 76; Vidal-Naquet, *Rev. int. de dr. marit.*, III, p. 376; Dufour, II, 666; Bédarride, *Comm. maritime*, I, nos 182-183; Desjardins, I, nos 2, 3, 4.

greffe, lors de la mise au rôle qui précède ce jugement, un cahier des charges comme en matière de vente sur saisie immobilière ? La loi n'en parle pas.

M. Vidal-Naquet pense pourtant qu'il doit en être déposé un, en vertu du principe admis par lui que d'une manière générale, pour les points sur lesquels le Code de commerce et la loi du 10 juillet 1885 ne se sont point expliqués, il faut se référer aux dispositions relatives aux ventes d'immeubles saisis.

On ne peut se dissimuler les avantages que présenterait cette solution ; mais, en premier lieu, rien n'indique qu'il faille assimiler les navires aux immeubles, de façon telle que dans le silence de la législation à eux spéciale on doive se référer à celle qui est établie pour les immeubles (1). Et de plus, l'exigence du dépôt d'un cahier des charges, semble contraire à la loi de 1885. L'étude du contenu du jugement qui ordonne la vente, montre que le législateur a passé intentionnellement sous silence le cahier des charges.

Ce jugement ordonne :

1° Que les objets saisis seront vendus à telle date à l'audience des criées. Mais l'article 26 de la loi du 10 juillet 1885 permet au tribunal qui ordonne la vente, de la renvoyer devant un autre tribunal ou même devant un notaire en son étude ou devant un courtier à la Bourse ou en tout autre lieu. Certains auteurs de la loi de 1885 voulaient

1 V. Lyon-Caen et Renault, t. VI, p. 630, n° 1738.

que le renvoi ne pût avoir lieu que du consentement de toutes les parties, mais on fit observer avec raison que l'opposition d'un seul pourrait alors empêcher par chicane une mesure souvent indispensable pour que la vente soit avantageuse.

2° Il fixe la mise à prix et les conditions de la vente (1), toutes choses qui, en matière de vente sur saisie immobilière, se trouvent dans le cahier des charges.

3° Il autorise les mesures de publicité extraordinaires qui, en matière immobilière, sont autorisées par le président du Tribunal sur simple requête.

Le jugement n'est donc pas comme en matière immobilière, une décision de pure forme. C'est en quelque sorte le complément du titre en vertu duquel on saisit. Il est absolument certain qu'on doit le signifier au saisi et il faut admettre la possibilité d'y faire opposition.

M. Vidal-Naquet soutient l'opinion contraire en se basant sur ce fait, qu'en matière de saisie immobilière, aucun jugement de défaut n'est susceptible d'opposition. Mais nous avons vu que rien ne permet d'assimiler la saisie des navires à celle des immeubles.

Tout au plus, devra-t-on se référer par identité de motifs aux dispositions de l'article 731 du Code procédure civile en ce qui concerne l'appel. Cet article abrège pour la saisie immobilière les délais. Si l'on ne faisait cette assimilation, « la vente n'aurait jamais lieu dans des condi-

(1) L. 40 juillet 1885, art 25.

tions de sécurité convenables et le danger d'un appel ultérieur exercerait sur les enchères une influence préjudiciable » (1). Et pourtant, même dans ce cas, rien n'indique que le législateur de 1885 ait voulu s'en rapporter à l'article 731 du Code de procédure civile, surtout que le jugement dont nous nous occupons est fort différent comme importance de ceux dont s'occupe l'article 730 et auxquels l'article 731 est relatif.

La publicité qui doit précéder la vente est réglementée par les articles 26, 27 et 28 de la loi du 10 juillet 1885.

Pour les formes de l'adjudication, l'article 26 renvoie implicitement à celles de l'adjudication sur saisie immobilière réglées par les articles 705 et 706 du Code de procédure civile.

Si la mise à prix est couverte, l'adjudication est prononcée au profit du dernier enchérisseur et cette adjudication est définitive. Sous l'empire du Code de commerce, il n'en était pas ainsi : On procédait à trois criées successives pour les bâtiments de plus de dix tonneaux et pour les autres il pouvait être accordé par le Tribunal des remises. C'était un reste des dispositions de l'ordonnance de 1681 sur la marine. On a bien fait de le supprimer, mais il eut fallu rétablir la surenchère que le code repoussait pour les navires précisément en raison des trois criées.

En vertu de l'article 730 Code procédure civile et par

(1) Vidal-Naquet.

analogie, on doit admettre que le jugement d'adjudication n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel. Sa nullité ne pourra être demandée que par voie principale.

Si aucun enchérisseur ne se présente, le Tribunal rend un jugement qui fixe une mise à prix plus basse et indique un nouveau jour pour l'adjudication (4). Dans la vente sur saisie immobilière, le défaut d'enchérisseur rend le poursuivant adjudicataire : on considère comme une offre la mise à prix qu'il a faite dans son cahier des charges. Cette différence entre les deux saisies n'est-elle pas une preuve que pour la vente sur saisie de navire, la rédaction d'un cahier des charges est jugée par la loi elle-même comme inutile.

Si la vente est faite par un courtier ou un notaire, et que la mise à prix ne soit pas couverte, on revient devant le tribunal pour faire fixer un nouveau jour pour la vente et une nouvelle mise à prix.

L'adjudication a plusieurs effets importants :

1° Elle transmet la propriété du navire à l'adjudicataire d'une manière définitive en ce sens qu'aucune surenchère n'est possible et aussi qu'elle ne saurait être atteinte indirectement par une demande en nullité de la procédure qui y a conduit ou par une demande en distraction. La demande tardive en nullité est repoussée purement et simplement car l'adjudication a couvert la nullité possible de la procédure antérieure à la vente. La demande en distraction vaut seulement opposition sur le prix ;

(4) L. du 10 juillet 1885, art. 25.

2° L'adjudication éteint le droit de suite des créanciers sur le navire (art. 193 et 197, C. co.);

3° L'adjudication fait cesser les fonctions du capitaine (art. 208, C. co.). Le nouveau propriétaire du navire doit être absolument libre dans le choix de son capitaine. Ce dernier n'est pas un simple préposé : il représente le propriétaire, ou pour mieux dire l'armateur du navire et il a des pouvoirs très étendus qui nécessitent une confiance absolue de la part de son commettant.

Les fonctions du capitaine ne cessent d'ailleurs pas de plein droit. C'est une simple faculté que la loi donne à l'adjudicataire et il semble juste en présence des termes généraux de l'article 208 d'accorder aussi au capitaine le droit de rompre son contrat d'engagement.

Dans le cas où le capitaine cesse ses fonctions et où une indemnité a été stipulée conformément à l'article 218 du Code de commerce, il peut réclamer cette indemnité car son contrat d'engagement a été rompu par la faute du saisi.

Mais l'adjudication ne produira tous ces effets qu'autant que l'adjudicataire aura rempli ses obligations dont la plus importante est le paiement du prix ; jusque-là le transfert de propriété n'est pas définitif

Conformément aux dispositions de l'article 30 de la loi du 10 juillet 1885 qui abroge partiellement l'article 209 du Code de commerce, l'adjudicataire doit verser son prix dans les vingt-quatre heures à la caisse des dépôts et consignations. Et à défaut de paiement dans ces

délais, sauf stipulation de terme ou de condition, bien entendu, le navire est remis en vente à ses frais sur folle enchère.

II

Nous avons vu que toutes les fois où une vente mobilière intéresse une autre personne que celle qui la requiert le législateur ordonne qu'il y soit procédé dans les formes établies pour la vente sur saisie-exécution. Doit-on faire de même pour les ventes judiciaires de navires ?

Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour l'admettre (1). Dans l'un et l'autre cas il y a des intérêts de même nature à protéger et on ne comprendrait guère que, dans des situations identiques, le législateur eût adopté deux solutions différentes.

Les textes semblent pourtant difficiles à concilier avec cette manière de voir. M. Autran donne la solution du problème dans une étude où il s'occupe spécialement du cas de vente d'un navire de plaisance dépendant d'une succession échue à des mineurs (2).

(1) Dufour, t. II, p. 52, n° 364; Lyon-Caen et Renault, t. VI, n° 1786; Boulogne, 21 déc. 1860, S. 60. 2. 308.

(2) *Rev. int. de dr. marit.*, 13^e année. pp. 692 et s.

III

Les ventes publiques volontaires de bâtiments de mer ne sont réglées par aucune disposition particulière et donnent lieu à de fréquentes contestations. Les officiers publics vendeurs de droit commun veulent y procéder, mais ils se heurtent à un usage constant soutenu par la doctrine et par la jurisprudence qui attribue aux courtiers maritimes une sorte de monopole à cet égard (1).

Certaines décisions invoquent des textes tels que l'ordonnance du 10 novembre 1835, article 2, l'article 1^{er} de la loi du 28 mai 1838 et l'article 2 du décret du 17 avril 1842, ainsi que le tableau annexé à ce décret, la loi du 3 juillet 1861. Mais le seul argument véritable c'est que sur ce point il existe un usage constant. « La spécialité des courtiers, dit un arrêt de Douai du 20 décembre 1872 (2), leur donne une aptitude particulière pour tout ce qui se rapporte aux négociations relatives aux navires.

Toutes les fois où le législateur a eu à s'occuper de la question il s'est d'ailleurs montré favorable à la compé-

(1) Desjardin, I, n° 71 ; Boulogne-sur-Mer, 21 déc. 1860, D 61. 3. 47, S. 61. 2. 308 ; Nîmes, 3 mai 1879, D. 80. 2. 121 et la note ; Cass., 31 janvier 1883, D. 83. 1. 313.

(2) D. 73. 5. 150.

tence des courtiers (1). « Les navires, était-il dit dans l'exposé des motifs du projet de loi générale sur les ventes publiques mobilières, seront vendus aux enchères par les courtiers. Ce sont des meubles d'une espèce très spéciale qu'ils peuvent mieux estimer. »

Mais pour que les courtiers puissent réclamer la vente d'un navire, encore faut-il que ce navire soit apte à la navigation. Lorsqu'il s'agit de la vente d'une épave destinée à la démolition, la jurisprudence, conformément aux principes, en donne la vente aux commissaires-priseurs et autres officiers vendeurs de droit commun.

Enfin, dans un cas particulier, celui où il y a urgence de vendre un navire naufragé, la vente est faite non plus par un courtier ou un commissaire-priseur, mais par acte administratif de l'administrateur de l'inscription maritime autorisé par le préfet maritime. (Circul. ministérielle 20 avril 1832. Desjardins I, n° 99.)

(1) Projet de loi du 5 fév. 1840, *Moniteur* 1840, p. 236, Discussion de la loi du 18-24 juillet 1866, D. 1866, 4, pp. 124-9.

CHAPITRE III

VENTES PUBLIQUES DE BIENS INCORPORELS

I. - PRINCIPES OBSERVÉS

II. - EXCEPTIONS A CES PRINCIPES

I

La masse active de notre patrimoine se compose de droits auxquels on donne le nom de biens lorsqu'on les envisage au point de vue de leur valeur. Les uns : les droits réels, établissent un rapport direct entre nous et les objets sur lesquels ils portent ; les autres, les droits personnels établissent un rapport entre leurs titulaires et des tiers déterminés pour obliger ces derniers à l'accomplissement de tels ou tels actes. Les objets sur lesquels portent ces derniers droits sont toujours des choses incorporelles puisqu'il s'agit d'obligations. Les objets sur lesquels portent les premiers sont tantôt des choses matérielles, mobilières ou immobilières : une voiture, une maison, tantôt des choses incorporelles, comme une invention ou une œuvre littéraire ou musicale.

Pour classer nos biens, le législateur a pris comme base les objets sur lesquels portent les droits qui constituent ces biens. Il eût dès lors été logique de diviser les biens en biens incorporels et en biens corporels et de subdiviser ceux-ci en biens meubles et biens immeubles. Au lieu de cela, le Code civil adopte comme division primordiale celle des biens meubles et des biens immeubles, puis il assimile aux biens meubles pour l'application des règles qu'il édicte « les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie.... les rentes perpétuelles ou viagères... » (art. 529 C. civ.)

Quant aux autres biens incorporels, il n'en parle pas, mais la doctrine et la jurisprudence (1) sont d'accord pour les assimiler également en principes aux biens meubles dont ils se rapprochent évidemment davantage que des biens immeubles.

On comprend pourtant que toutes les dispositions écrites pour les biens mobiliers ne peuvent pas convenir aux biens incorporels. Il suffit de remarquer que ces biens ne sont pas susceptibles de possession au sens normal du mot qui exprime une mainmise sur un objet matériel. Tout ici se passe dans le domaine de l'abstraction. Le législateur lui-même dans le Code civil (2) édicte des règles particulières pour la transmission des créances.

(1) Cass., 16 août 1880, S. 81. 1. 25.

(2) Art. 1689 et suiv.

Et les autres biens incorporels, en raison de leur caractère même, ont donné lieu à une législation spéciale importante soit pour leur étendue, leur constatation, leur protection, leur transmission (1). Mais aucun de ces textes ne règle en principe la manière dont il faut procéder à la vente publique de tous ces biens.

On a prétendu que les biens incorporels étant assimilés par le Code civil au point de vue des règles à leur appliquer aux biens meubles, il fallait leur appliquer toutes les règles relatives à la vente publique de ces biens posées par les lois du 22 pluviôse an VII, du 27 ventôse an IX et du 26 juin 1816, etc. Les officiers vendeurs de droit commun, commissaires-priseurs, huissiers, greffiers, notaires, auraient le droit d'y procéder conformément aux règles de compétence et dans les formes que nous avons étudiées dans notre première partie (2). Ces lois en effet parlent de meubles et effets mobiliers sans distinction.

Mais les lois du 22 pluviôse an VII et du 27 ventôse an IX, remarquons-le, sont antérieures au Code civil. Les définitions et les classifications plus ou moins artificielles données par celui-ci n'ont donc pas de valeur pour déterminer leur champ d'application, surtout que dans l'ancien droit, les biens incorporels formaient une classe

(1) D. 19 juillet 1793 ; L. 14 juillet 1866 ; L. 3 août 1844 : L. 5 juillet 1844.

(2) Benou. *Code des Comm. pris.*, t. I, pp. 179 et 189 ; Jay, *Comment. de la loi du 25 juin 1841*, n° 15, p. 20.

à part et qu'on les désignait sous les noms de « noms, droits, raisons et actions ». Quant à l'ordonnance de 1816, elle se réfère purement et simplement à la loi du 27 ventôse en se contentant d'étendre ses dispositions à toute la France.

D'ailleurs, la législation de pluviôse an VII et de ventôse an IX, établie pour les ventes d'objets matériels est tout à fait insuffisante lorsqu'il s'agit de biens incorporels. Il est difficile de se rendre compte de la valeur de ces biens ; il y a des preuves de propriété délicates à apprécier et d'autant plus importantes pour l'acheteur que si le vendeur n'est pas le véritable propriétaire, l'article 2279 ne peut pas s'appliquer puisqu'il n'est pas possible de parler ici de possession dans le sens où ce texte s'en occupe. L'impossibilité de posséder, à proprement parler, un bien incorporel nécessite pour sa cession la confection d'un acte pour laquelle il faut des connaissances de droit très complètes. Or, les connaissances de droit exigées en principe des commissaires-priseurs sont précisément assez restreintes parce que ces officiers publics n'ont pour fonction que de vendre des objets matériels dont la livraison est facile à constater. En leur reconnaissant le pouvoir de vendre les biens incorporels on enlèverait à la cession de ces biens la sécurité qui leur est nécessaire.

La pratique, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour donner compétence aux notaires à l'ex-

clusion de tous autres, en matière de ventes publiques de biens incorporels (1). Le projet de loi générale de 1840 sanctionnait cette manière de voir de façon positive.

En ce qui concerne les formalités à remplir pour procéder aux ventes de biens incorporels, la jurisprudence était partagée. Une partie voulait que l'on fit comme pour les meubles une déclaration préalable (2), l'autre repoussait la nécessité de cette déclaration (3).

La Régie trancha le débat en décidant que la déclaration préalable n'est pas nécessaire (4). Elle s'appuie sur les considérations suivantes :

« L'expression d'« objets mobiliers » employée dans la « loi du 22 pluviôse an VII ne semble s'appliquer qu'aux « meubles dont la transmission peut s'opérer par la tra- « dition manuelle, c'est-à-dire aux meubles corporels.

« Les formalités prescrites par la loi ont eu spécialement « pour but d'empêcher que dans les ventes publiques aux « enchères, des meubles de cette nature ne soient soustraits « à la perception des droits d'enregistrement ; mais ce « danger n'existe pas pour les ventes de créances dont le

(1) Renouart, *Traité des Brevets*, n° 409 ; Pouillet, *Traité théorique et pratique des Brevets d'inventions*, n° 203 ; Paris, 4 déc. 1823, S. Chr. cass., 15 fév. 1826, S, 26. 1. 274 ; Trib. Seine, 7 janv. 1851, *Jour. des Comm. pris.*, 52. p. 23.

(2) Trib. Seine, 1^{er} déc. 1844, J. N. 41194 ; Melun, 30 nov. 1842 et 7 mars 1843, J. E. 43160 et 43216-8.

(3) Rouen, 16 nov. 1842, J. N. 41519 ; Laval, 20 février 1843, J. N. 41597.

(4) Solution du 29 août 1843, instruc. 4723, § 7.

« cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la
« signification de l'acte de transport au débiteur ou par
« l'acceptation de ce dernier. La déclaration préalable exigée
« par l'article 2 de la loi précitée serait donc une formalité
« tout à fait superflue pour les ventes aux enchères de
« rentes et créances ». Et une solution du 29 janvier 1848 a
étendu la décision précédente à toutes les ventes pu-
bliques de biens incorporels.

Les notaires dressent un procès-verbal de vente con-
formément aux règles ordinaires sur la rédaction des
actes de leur ministère.

II

La première exception aux principes établis pour la
vente publique des biens incorporels résulte du livre V
titre X du Code de procédure civile. Elle concerne les
ventes sur saisies de rentes constituées sur particuliers.

Dans ce cas, la vente est faite à l'audience des criées
du tribunal civil et dans les mêmes formes que les ventes
publiques sur saisie immobilière. Les articles 642 à 650
du Code de procédure civile renvoient en effet à ses ar-
ticles 701 à 707 et 711 à 714. La seule différence qu'il y
ait à signaler avec les adjudications d'immeubles sur
saisie c'est l'impossibilité de surenchérir.

On a prétendu que les règles établies pour la vente

après saisie des rentes sur particuliers devaient s'appliquer à tous les autres biens incorporels notamment aux actions et intérêts dans les compagnies de commerce, de finance ou d'industrie et même, lors de la discussion de la loi du 24 mai 1842 qui a remanié le titre de la saisie des rentes sur particuliers, on proposa de sanctionner cette doctrine de manière positive, mais la proposition fut repoussée. La compétence pour la vente publique de ces biens incorporels reste réglée par la jurisprudence qui se décide suivant les circonstances (1).

Lorsqu'il s'agit de valeurs de Bourse cotées ou susceptibles d'être cotées, on a prétendu que seuls les agents de change sont compétents pour procéder à leur vente publique en vertu de l'article 76, Code de commerce et de l'article 3 de la loi du 27 février 1880.

Mais ces dispositions ne s'occupent què des ventes faites à la Bourse, d'agent de change à agent de change, et l'on ne saurait étendre leur privilège en dehors de ce cas. Il semble donc que les notaires peuvent régulièrement procéder à des ventes aux enchères publiques de valeurs mobilières même susceptibles d'être cotées.

« Mais, dit une circulaire du Ministre de la justice, du 19 décembre 1902, il convient de signaler les inconvénients très réels que peut présenter en ce qui concerne ces sortes de ventes, pour l'ordre et l'intérêt public, la désignation des notaires.

(1) Douai, 23 mars 1855, D. 56, 2. 60.

Elle peut d'abord avoir pour résultat de créer une qualité de marchés, de constituer à côté du marché officiel un autre marché public, de nuire ainsi à la régularité et à la sincérité du marché officiel et d'y produire une certaine perturbation de nature à fausser les cours au préjudice soit du vendeur, soit de l'acheteur. D'autre part, il n'est pas inutile de rappeler que les frais des adjudications par devant notaires peuvent s'élever jusqu'à 4 %, tandis que sur le marché officiel, les frais de vente dépassent à peine 1/4 % du montant de la négociation et peuvent même être inférieurs à ce taux.

Le ministère des agents de change offre donc le double avantage d'être moins onéreux et de maintenir l'unité du marché.

L'intérêt du public exige, en conséquence, qu'on y ait recours toutes les fois qu'il s'agira de valeurs cotées à la Bourse, y ayant un marché régulier et susceptibles d'y être négociées dans les conditions de sincérité et de sécurité désirables.

Au contraire, il sera loisible aux tribunaux de renvoyer devant un notaire désigné la vente publique et aux enchères de valeurs mobilières qui n'ont pas un marché régulier et dont la négociation en Bourse, sans publicité préalable ou même opérée dans les conditions prescrites par l'article 70, du décret du 7 octobre 1890, ne serait pas de nature à sauvegarder d'une manière suffisante les intérêts des parties en cause. »

L'article 70 du décret du 7 octobre 1890, ordonne à

l'agent de change désigné par justice pour procéder à une vente de valeurs de Bourse de faire apposer vingt-quatre heures à l'avance dans ses bureaux, à l'intérieur de la Bourse et dans tout autre lieu désigné par le juge une affiche signée de lui et annonçant la vente.

La vente publique des fonds de commerce a donné lieu à des difficultés entre les notaires et les autres officiers vendeurs.

Les fonds de commerce sont des universalités de fait, qui comprennent le droit au bail, la clientèle, le droit au nom, c'est-à-dire des biens incorporels et des marchandises, des ustensiles, etc.

Rigoureusement, chacun de ces éléments devrait être vendu séparément des autres : les uns par notaire, les autres par les officiers vendeurs de droit commun. Mais, il est généralement préférable de vendre en bloc les éléments corporels et incorporels d'un fonds de commerce.

Les notaires prétendent alors que le fonds de commerce constitue une universalité de droit et que toute universalité de droit étant un bien incorporel ne peut être vendue publiquement que par eux. Ils invoquent la loi du 1^{er} mars 1898 qui modifie l'article 2076 du Code civil. Cette loi semble considérer le fonds de commerce comme une universalité juridique et admettre comme suffisante pour sa mise en gage sa simple inscription sur un registre public tenu au greffe du Tribunal de commerce dans le ressort duquel le fonds est exploité

sans qu'il y ait à s'occuper des éléments corporels qu'il peut contenir.

D'après les commissaires-priseurs et autres vendeurs de meubles au contraire, lorsqu'une vente publique de fonds de commerce a lieu en bloc pour tous les éléments de ce fonds, il faut pour régler la compétence des officiers vendeurs considérer l'importance relative des divers éléments : les marchandises et autres objets corporels sont-ils l'élément principal, le fonds devra être vendu selon les règles du droit commun comme si tous les éléments étaient corporels. « *accessorium sequitur principale* ».

Avant comme après 1898 la jurisprudence s'est toujours montrée favorable à cette manière de voir.

La loi du 1^{er} mars 1898 ne s'occupe que de la mise en gage et si l'on admet qu'elle crée, dans ce cas, une universalité de droit c'est-à-dire une fiction, on ne saurait l'étendre au cas de vente publique car toute fiction est de droit étroit.

CHAPITRE IV

VENTES PUBLIQUES DE MEUBLES APPARTENANT A L'ÉTAT, AUX COMMUNES ET AUX DÉPARTEMENTS

I. - MOBILIER DE L'ÉTAT. — II. - MOBILIER DES COMMUNES. III. - MOBILIER DES DÉPARTEMENTS

I

En principe, toutes les ventes d'objets mobiliers appartenant à l'État ou aux administrations qui en dépendent, doivent être faites publiquement.

§ 1. — Ventes de meubles proprement dits.

Toute vente de meubles appartenant à l'État doit être précédée par une apposition d'affiches 3 jours avant sa date dans les lieux accoutumés (1). Si les objets à vendre représentent une valeur importante, des affiches doivent

(1) Circul. rég., 1220, inst. 623.

être apposées 10 jours avant la vente dans la commune où elle aura lieu, dans les chefs-lieux de préfecture et de sous-préfecture et dans les principales villes des départements voisins. Il peut même y avoir lieu à la rédaction d'un cahier des charges et, dans ce cas, les affiches doivent indiquer où et quand le public pourra en prendre connaissance et ce sera généralement au bureau d'enregistrement où devra être payé le prix d'adjudication.

Les affiches et le cahier des charges doivent être soumis à l'approbation du directeur des domaines. Lorsque le directeur approuve le projet d'affiche, il le transmet au préfet dans l'arrondissement duquel la vente doit avoir lieu et en vertu de l'article 4 de la décision ministérielle du 9 novembre 1827, le préfet fixe le jour de la vente et en informe le maire de la commune où il y sera procédé.

Par dérogation aux règles ordinaires de compétences, la vente est faite par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines, à l'exclusion de tout autre officier vendeur (1) et il ne leur est dû que les frais du crieur et des hommes de peine qui pourraient être nécessaires et qui seront déduits sur les produits des ventes (art. 4 et 5, arrêté 23 nivôse, an VI.)

Les commissaires-priseurs ont pourtant contesté aux préposés de l'administration des domaines et de l'enre-

(1) Arrêtés des 22 brumaire et 23 nivôse, an VI ; Duvergier, t. X, pp. 124 et 209 ; Déc. min., 9 nov. 1827, art. 1^{er}.

gistrement le droit de procéder aux ventes des meubles appartenant à l'Etat. Ils s'appuyaient sur ce que la loi de leur institution, postérieure aux arrêtés de l'an VI, aurait annulé ces arrêtés. Mais la jurisprudence a nettement repoussé leurs prétentions (1).

L'article 9 de la loi du 22 pluviôse an VII dispense pour la vente du mobilier de l'Etat de la déclaration préalable et cela va de soi, puisque cette déclaration est destinée à permettre aux agents de l'administration des domaines et de l'enregistrement de surveiller les ventes publiques de meubles et qu'ici la vente est faite par eux-mêmes.

L'adjudication, aux termes de l'article 3 de l'arrêté du 23 nivôse an VI, doit être faite en présence d'un commissaire de l'administration municipale, c'est-à-dire du maire ou d'un de ses délégués. Le préposé de l'enregistrement doit donc avant de procéder à la vente, requérir la présence du maire. Mais l'absence de celui-ci ne saurait retarder ou empêcher la vente (2).

Lorsque les objets à vendre sont estimés d'une valeur égale ou supérieure à 100 francs ou que leur mise à prix atteint ce chiffre, la loi du 3 janvier 1793, article 3, exige à peine de 500 francs d'amende par chaque contravention qu'il soit allumé des feux au moment de la mise en

(1) Cass. 7 mai 1832, S. 32. 1. 325, D. 32. 1. 181. V. en ce sens, instruc. 927 et 1402.

(2) Arrêté 23 nivôse an XI, art. 3.

vente et que l'adjudication ne soit prononcée qu'à l'extinction du dernier feu sans enchères (1).

L'agent qui procède à la vente dresse un procès-verbal dans lequel il indique les lieu, jour et heure de la vente, ses noms et qualités, l'ordre en vertu duquel il agit et la présence ou l'absence du délégué municipal. Il mentionne en toutes lettres les prix d'adjudication en faisant savoir si des feux ont été allumés et leur nombre, les noms, qualités et domiciles des adjudicataires ; et si, pour une raison quelconque, des objets n'ont pu être adjugés (absence d'enchérisseurs, offres notablement inférieures à la valeur réelle, etc.), il en fait connaître le motif.

Il doit faire enregistrer ce procès-verbal dans les quatre jours (2).

Les meubles qui dépendent du ministère de la guerre ne sont pas vendus suivant les mêmes règles que les autres objets appartenant à l'Etat. La vente est requise par les sous-intendants militaires (3) et les receveurs doivent y procéder sans s'occuper d'obtenir une autorisation du directeur des domaines ou du préfet (4).

On vend comme mobilier appartenant à l'Etat celui qui dépend des successions en déshérence et des séquestres, les épaves, les papiers déposés dans les archives publiques, les objets déposés dans les greffes, les objets

(1) Circ. 1220, inst. 663.

(2) Arg. circulaire 21 août 1810.

(3) Inst. 623.

(4) Inst. 1234-1596.

confisqués, les navires saisis dans les ports, les animaux mis en fourrière et les colis enregistrés par les messageries et les chemins de fer et qui n'ont pas été réclamés. L'Etat a sur ces objets un droit éventuel mais pour sauvegarder les intérêts du propriétaire tant que la prescription n'est pas accomplie, le législateur ne permet la vente que sous certaines conditions :

Pour les objets déposés dans les greffes par exemple il faut une autorisation du Président du Tribunal civil (1). Dans tous les cas, il y a lieu de prendre des mesures de publicité spéciale (2) et de verser les fonds résultant de la vente à la caisse des dépôts et consignations.

§ 2. — Ventes de produits forestiers.

Aux termes du cahier des charges modèle établi conformément à l'ordonnance du 26 novembre 1836, article 2 et à la circulaire du 28 avril 1849 (3), les ventes des coupes ordinaires et extraordinaires des bois de l'Etat sont faites par adjudication au rabais.

Lorsque deux acquéreurs se présentent en même temps sans qu'il soit possible de déterminer celui qui a prononcé le premier les mots « je prends », on tire au sort

(1) Ordonnance 22 février 1829, inst. 1275 ; déc., m. fin. du 25 janvier 1846, inst. 1788.

(2) Décret 13 août 1810, art. 4, inst. vég. 493, 2247.

(3) Circ. n° 630.

pour l'attribution du lot, à moins que les enchères ne soient réclamées, auquel cas, elles ont lieu à l'extinction des feux après trois bougies consécutives au moins (1).

Les formalités relatives à la désignation des lots, à leur estimation, à la publicité qui a dû précéder la vente sont indiquées en détail dans les articles 73 et suivants de l'ordonnance du 1^{er} août 1827, rendue pour l'exécution du Code forestier du 21 mai précédent.

L'adjudication est prononcée par les préfets et sous-préfets ou leurs délégués dans les chefs-lieux d'arrondissement (2) et en présence des agents forestiers et des receveurs chargés du recouvrement des produits.

Le préfet a la police de la vente et tranche toutes les contestations qui peuvent se produire pendant l'adjudication sans qu'il soit possible de faire appel de ses décisions (3).

Bien que les agents forestiers ne président pas les ventes et ne prononcent point les adjudications, une circulaire du 14 juillet 1833 (4) et une décision du 13 janvier 1840 leur donnent en réalité la direction des ventes. Leurs connaissances techniques justifient ces dispositions. Ce sont eux qui déterminent les mises à prix, qui descendent ou arrêtent les rabais.

(1) Cahier des charges modèle art. 3.

(2) Ordonnance 1^{er} août 1827, art. 86, déc. min. 8 et 38 du 2 juin 1852 et du 10 novembre 1853.

(3) Code forestier, art. 20.

(4) N° 719.

Le procès-verbal d'adjudication est signé par les fonctionnaires présents et par les adjudicataires (1) et aux termes de l'article 28 du Code forestier, il emporte exécution parée contre les adjudicataires, leurs associés et les cautions qu'ils ont dû fournir lors de l'adjudication conformément aux exigences du cahier des charges (2).

Le payement du prix se fait ordinairement au moyen de traites, mais une décision ministérielle du 31 juillet 1875, permet aux adjudicataires de payer comptant dans les cinq jours avec un escompte.

La vente des unités de produits et des bois façonnés sont faites au rabais ou aux enchères, non plus par le préfet mais comme tous les autres produits accessoires des forêts par un agent forestier.

II

Les ventes mobilières d'objets appartenant aux communes sont presque toujours faites par les maires.

Les notaires se plaignirent de cette pratique dans laquelle ils voyaient une violation de la loi du 22 pluviôse an VII. Le ministre de l'intérieur leur répondit en ces termes : « Il n'est pas douteux que l'article 14 de la loi du 18 juillet 1837 qui autorise d'une manière générale

(1) Ordonnance de 1827, art. 91.

(2) Circ. du direc. génér. de la comptabilité, 30 nov. 1833.

les maires à procéder aux adjudications intéressant les communes sans rien déterminer quant à l'objet de ces adjudications, s'étend aussi bien aux ventes d'objets mobiliers qu'aux ventes immobilières et aux adjudications de travaux.

On doit donc, à l'égard des premières, considérer cet article comme ayant modifié implicitement les dispositions de la loi du 22 pluviôse an VII invoquées par la Chambre des notaires et en conclure que pour ces sortes de ventes les communes ont la faculté de recourir au ministère des officiers publics ou de s'en abstenir. La question a été au surplus résolue par une décision du 21 novembre 1853 (1).

Les règles à observer pour l'adjudication sont fixées par l'article 9 de la loi du 5 avril 1884.

Le maire doit être assisté de deux membres du Conseil municipal et le receveur municipal doit être appelé. Le maire et les deux assistants tranchent à la majorité des voix toutes les difficultés qui peuvent s'élever sur les opérations préparatoires de la vente, sauf le recours de droit.

On a prétendu que la délibération du Conseil municipal qui ordonne la vente ne devient exécutoire aux termes de l'article 68, n° 2 de la loi du 5 avril 1884, qu'après approbation de l'autorité supérieure (2).

(1) *Bulletin officiel du minist. de l'int.* 1860, p. 377.

(2) Dalloz, *Code des lois administratives*, mot « commune », n° 824.

Mais cette opinion doit être repoussée.

Le mot « propriété » dont se sert l'article 68 — 2^e, quand il désigne un tiers s'applique toujours à des immeubles et d'ailleurs, les formalités exigées pour les ventes d'immeubles appartenant aux communes sont tout à fait disproportionnées avec l'importance des meubles qui leur appartiennent ; il s'agit, en effet, presque toujours de coupes d'herbes, de fourrage, dont la vente relève plus d'un administrateur que d'un propriétaire.

Le procès-verbal est signé par le maire, par les deux conseillers municipaux, le receveur et les adjudicataires (1). Aux termes de l'article 1327 du Code civil : c'est un acte authentique, mais il n'a pas force exécutoire (2).

Les ventes de produits qui dépendent des forêts appartenant aux communes sont faites aux termes de l'article 100 du Code forestier dans les mêmes formes que pour les bois de l'État et en présence du maire ou d'un adjoint. Le maire qui contrevient à cette disposition est passible, aux termes du même article, d'une amende de trois cents à six mille francs indépendante des dommages-intérêts qui pourraient être dus aux communes et la vente est nulle.

Les biens mobiliers qui appartiennent aux établissements publics : hospices, hôpitaux, bureaux de bienfai-

(1) *Bull. off. minist. int.* 1861, p. 381.

(2) Sur un mode d'exécution spécial aux communes, voir L. 5 avril 1884, art. 134.

sance, etc., doivent être vendus dans les mêmes formes que les biens des communes et par les mêmes fonctionnaires, mais la vente doit être faite avec l'assistance d'un des membres de la commission administrative de l'établissement public et du receveur spécial de l'établissement.

Les dispositions de l'article 100 du Code forestier sont applicables également aux ventes de produits forestiers qui peuvent leur appartenir.

III

Autrefois, il était procédé aux ventes d'objets mobiliers appartenant aux départements par les préposés des domaines. Mais des difficultés d'ordre divers s'étant produites, une décision du ministre des finances a dispensé ces fonctionnaires de cette mission (1) et maintenant, en vertu d'une circulaire du ministère de l'Intérieur, les commissaires-priseurs et officiers vendeurs de droit commun sont chargés des ventes publiques de meubles appartenant aux départements, suivant les règles ordinaires de compétence et dans les formes ordinaires (2).

(1) 26 juillet 1861, et inst. 2499.

(2) Circ. 5 avril 1862, *Bull. off. min. int.* 1862, p. 96.

Vu : Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu : Le Président de la Thèse,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur : l'Inspecteur de l'Académie,
BONNARIC.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAPITRE PRELIMINAIRE	1

PREMIÈRE PARTIE

Droit commun en matière de ventes publiques mobilières.

CHAPITRE PREMIER. — I. - Caractères distinctifs et analyse juridique des différents modes de ventes publiques : leurs avantages et leur emploi respectifs.	7
II. — Leurs inconvénients. Nécessité d'une réglementation ..	16
CHAPITRE II. — I. - Officiers ministériels chargés de procéder aux ventes publiques mobilières.	18
II. — Des commissaires-priseurs ..	19
§ 1. — Historique	19
§ 2. — Conditions de nomination. Incompatibilités. Organisation	21
§ 3. — Attributions des commissaires-priseurs. Leur monopole.	24
§ 4. — Tarif ..	33
CHAPITRE III. — <i>Règles à observer pour procéder aux ventes publiques</i>	35
I. — La vente intéresse le propriétaire seul des objets vendus. Ce propriétaire a la pleine jouissance et le plein exercice de ses droits	36

§ 1. — Déclaration préalable.....	36
§ 2. — Règles concernant l'adjudication.....	40
§ 3. — Procès-verbal de vente.....	42
§ 4. — Paiement du prix. Responsabilité de l'officier vendeur	44
II. — La vente intéresse un autre que celui qui la requiert...	48
§ 1. — Poursuite de la vente.....	50
§ 2. — Publicité antérieure à la vente.....	51
§ 3. — Lieu de la vente	52
§ 4. — Conditions de la vente.....	53
§ 5. — Remise du prix d'adjudication aux intéressés.....	54

DEUXIÈME PARTIE

Des ventes publiques de marchandises neuves.

CHAPITRE PREMIER. — I. - Généralités	55
II. — Historique.....	60
III. — Sens des mots « marchandises neuves »	63
§ 1. — « Marchandises ».....	63
§ 2. — Sens du mot « neuf ».....	66
CHAPITRE II. — <i>Ventes publiques de marchandises neuves en détail</i>	70
I. — Principe d'interdiction de ces ventes posé par la loi du 25 juin 1841	70
II. — Exceptions à ce principe.....	72
III. — Officiers vendeurs compétents.....	75
IV. — Contraventions et sanctions	81
CHAPITRE III. — <i>Ventes publiques de marchandises neuves en gros</i>	87
I. — Régime des décrets du 22 novembre 1811 et du 17 avril 1812	87
II. — Régime de la loi du 28 mai 1838.....	89
III. — Régime de la loi du 3 juillet 1861	95

TROISIÈME PARTIE

Règles spéciales à diverses ventes publiques.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Ventes publiques d'objets qui ne deviennent meubles qu'après la vente</i>	101
CHAPITRE II. — <i>Ventes publiques de navires</i>	108
I. — Ventes sur saisies.....	108
§ 1. — A quels bâtimens s'applique la législation spéciale aux ventes de navires sur saisies	108
§ 2. — De la vente sur saisie.....	113
II. — Ventes judiciaires	119
III. — Ventes volontaires	120
CHAPITRE III. — <i>Ventes publiques de biens incorporels</i>	122
I. — Principes observés.....	122
II. — Exceptions à ces principes	127
CHAPITRE IV. — <i>Ventes publiques de meubles appartenant à l'État, aux communes et aux départemens</i>	132
I. — Mobilier de l'État.....	132
§ 1. — Ventes de meubles proprement dits.....	132
§ 2. Ventes de produits forestiers.....	136
II. — Mobilier des communes.....	138
III. — Mobilier des départemens.....	141

